

PEAAD

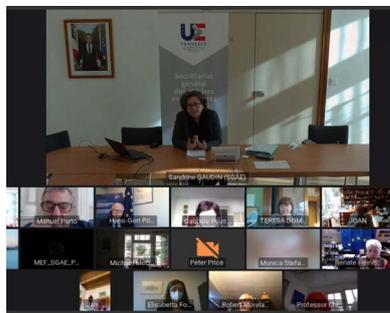
Bulletin



79 · Juin 2022

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu



Activités de l'AAD

Visite virtuelle en France

Page 14



Édition spéciale

Énergie

Page 25

DANS CE NUMÉRO



© Union européenne 2022 - Source : EP

Lors de la Journée de l'Europe, le 9 mai 2022, les présidents du Parlement européen, de la Commission et du Conseil ont reçu le rapport final de la "Conférence sur l'avenir de l'Europe", qui contient des propositions de réforme de l'UE après une année de collaboration entre les citoyens et les responsables politiques.

#TheFutureIsYours

- 03 Mot du Président
- 04 Parlement européen au travail

DÉPÊCHES

- 06 Évènements à venir
- 06 Nouveaux membres
- 07 Résultats des élections
- 09 AAD au travail

ACTIVITÉS DE L'AAD

- 11 Programme PE au Campus
- 14 Visite sous la présidence de l'UE
- 17 Jour de l'Europe
- 18 Publication de l'AAD 'Avenir Présent de l'Europe'
- 19 Revues de livres

IN MEMORIAM

- 21 In Memoriam

ÉDITION SPÉCIALE

- 26 Énergie et apocalypse nucléaire (Paulo Casaca)
- 28 L'efficacité énergétique en Europe (Monica Frassoni)
- 30 Le courage de la vérité énergétique (Robert Goebbels)
- 32 Orientation pour le développement énergétique en Europe (Jolanta Emilia Hibner)
- 34 Pourquoi se tourner vers l'hydrogène aujourd'hui? (Marcelino Oreja)
- 36 Le commerce international de l'énergie (Godelieve Quisthoudt-Rowohl)
- 38 Énergie et sécurité des approvisionnements (Maria Teresa Estevan Bolea)

Couverture:

© Adobe Stock

© PEAAD 2022, Visite virtuelle en France

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison du long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE RÉDACTION

Monica BALDI
Jean-Pierre AUDY
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL
Paul RÜBIG

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Valerie RASKIN
Lore MERTENS
Laura SANCHEZ CASTILLO

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



MOT DU PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs les ancien(ne)s député(e)s,

Avant toute chose, je tiens à vous exprimer ma gratitude et mon enthousiasme suite à mon élection en tant que nouveau Président de l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD). C'est pour moi un véritable honneur que de reprendre le flambeau de mon prédécesseur, Dr. Hans-Gert Pöttering. Je tiens à lui rendre un hommage particulier pour son dévouement et sa vision d'avenir, qu'il a su mettre au service de l'association.

Je tiens également à remercier tous mes collègues qui ont participé à l'assemblée générale annuelle de l'AAD et qui ont voté lors de l'élection du nouveau conseil d'administration. Au nom de celui-ci, je vous remercie de la confiance que vous nous avez témoignée. Surtout, je tiens à remercier sincèrement Brigitte Langenhagen, membre sortante, qui a travaillé d'arrache-pied pendant toutes ces années pour que notre association puisse croître et se développer. Permettez-moi également d'exprimer mes sincères remerciements à nos anciens employés, Lisseth Bravo et Valeh Nasiri, qui ont fortement contribué au développement de l'association au cours des dernières années. Elles ont quitté notre secrétariat pour poursuivre leur carrière avec succès ailleurs. Nous leur souhaitons le meilleur pour l'avenir. Nous accueillons chaleureusement Valerie Raskin et Pilar Ramos Carbonero.

Si je me réjouis déjà de ce que l'avenir nous réserve, j'aimerais tout de même revenir sur le travail accompli par l'association au cours des derniers mois. Elle peut en effet se féliciter d'avoir rayonné dans des domaines très variés. En ce qui concerne nos activités éducatives, l'AAD a réussi à s'engager avec plusieurs universités internationales par le biais de 16 différents programmes PE au Campus au cours des six derniers mois et de nombreux autres prévus pour l'automne.

À l'occasion de la journée de l'Europe, notre association a été très active. Les anciens présidents du PE et de l'AAD Enrique Barón Crespo et José Maria Gil-Robles ainsi que l'ancien député européen Ignasi Guardans Cambó ont participé à une table ronde organisée par l'Institut

d'études européennes de l'Université de Valladolid. Je tiens à les remercier pour leurs contributions fort pertinentes au débat sur le défi contemporain de la nouvelle légitimité européenne suite à la pandémie et la guerre en Ukraine. De plus, le même jour, Robert Evans a donné une conférence en ligne «PE au campus» sur le rôle et les fonctions du Parlement pour l'Université du Caucase en Géorgie.

L'AAD a toujours promu le dialogue politique. Ainsi, nous avons organisé une visite virtuelle en France pendant la présidence française du Conseil de l'UE. Une délégation de membres de l'AAD, conduite par mon prédécesseur Dr. Hans-Gert Pöttering, a participé au programme de deux jours, qui comprenait un débat public sur l'avenir de l'Europe. Il me semble intéressant de rapporter ici les propos d'un étudiant participant, qui illustre la pertinence de ce débat pour nos jeunes: «alors que les étudiants ont grandement souffert de la crise sanitaire et que leurs attentes envers l'Union se multiplient, porter les voix de la jeunesse dans les institutions va de pair avec la construction d'une Europe des citoyens».

Notre association ne s'est pas contentée de ses déjà très riches activités extérieures. Nous avons également travaillé dur pour organiser des rassemblements percutants et contribuer au débat sur l'avenir de l'Europe. Ainsi, nous avons eu le plaisir d'organiser deux événements Librorum (présentation d'un ouvrage suivie d'un débat) sur des publications de l'AAD tout à fait pertinentes dans le contexte actuel. Le premier ouvrage, *Overcoming the Pandemic* [Surmonter la pandémie], rassemble les actes du congrès international sur le thème «Comment surmonter la pandémie de COVID-19 et ses conséquences» et met l'accent sur des perspectives féminines qui témoignent d'un profond engagement. L'événement pour le deuxième ouvrage, intitulé «Present Future of Europe» [L'avenir de l'Europe, aujourd'hui] a été organisé conjointement avec le service de recherche du Parlement européen. Cette publication contient la proposition de l'AAD pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe et les actes de la conférence de haut niveau «The Future of Europe starts today» [L'avenir

de l'Europe commence aujourd'hui]. Je tiens à remercier l'Institut universitaire européen de Florence d'avoir accueilli cette importante conférence et je remercie les Archives historiques de l'Union européenne d'avoir co-organisé les conférences et d'avoir soutenu les publications.

Par ailleurs, je tiens à vous remercier d'être venus si nombreux à notre service commémoratif annuel en l'honneur des ancien(ne)s député(e)s décédé(e)s. Nous y avons notamment honoré la mémoire de David Maria Sassoli et Lord Henry Plumb, deux anciens Présidents du Parlement respectés et aimés de tous. Nous nous sommes souvenus de lord Henry Plumb avec une gratitude particulière puisqu'il fut membre fondateur et président honoraire de notre association. De même, je vous suis très reconnaissant de votre participation au dîner-débat, qui nous a réunis pour la première fois après deux ans et demi de restrictions nécessaires, mais difficiles, liées à la COVID-19. Je tiens à remercier en particulier Pat Cox, ancien président du PE et de l'AAD, pour son discours sur «La guerre en Ukraine - l'événement géopolitique le plus important du XXIe siècle».

Cette édition spéciale est consacrée à l'énergie. Il s'agit bien sûr d'un sujet très pertinent, qui, ce n'est plus à prouver, est le pivot du développement d'une Europe plus juste et plus durable. En fait, l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie a eu pour conséquence de rendre l'Europe dépendante des sources d'énergie russes. Je tiens à remercier les anciens députés qui ont collaboré à ce numéro d'avoir mis en lumière certaines des questions les plus délicates liées à l'énergie dans leurs contributions.

Enfin, je tiens à rendre hommage à tous les membres qui contribuent au succès des activités de l'AAD en général. J'espère vous voir nombreux lors des événements à venir organisés par l'association.

Meilleures salutations,

Dr. Klaus Hänsch
Président de l'AAD

Dossiers clés

Le Parlement (PE) approuve un prêt de 1,2 milliard d'euros à l'Ukraine.

(Session de février - P9_TA(2022)0036)

Les députés ont donné leur feu vert à un prêt macro-financier de 1,2 milliard d'euros pour aider l'Ukraine à couvrir ses besoins de financement extérieur en 2022. Le Parlement a approuvé la proposition de la Commission prévoyant d'octroyer à Kiev une aide macro-financière, une ressource d'urgence pour les pays du voisinage de l'UE ayant du mal à payer leurs factures.

Invasion russe en Ukraine: les députés veulent une réponse plus ferme.

(Session de mars - P9_TA(2022)0052)

À la suite de l'invasion russe en Ukraine, les députés préconisent des sanctions plus sévères contre la Russie et de nouveaux efforts pour accorder à l'Ukraine le statut de candidat à l'UE. L'UE devrait restreindre les importations des principaux produits d'exportation russes, tels que le pétrole et le gaz. Les sanctions doivent affaiblir stratégiquement l'économie et l'industrie russes.

Le PE approuve les objectifs environnementaux de l'UE jusqu'en 2030.

(Session de mars - P9_TA(2022)0067)

Les députés ont approuvé le programme environnemental de l'UE à l'horizon 2030, qui vise à accélérer la transition de l'Union vers la neutralité carbone et une économie circulaire. L'UE développera un cadre contraignant pour suivre les progrès accomplis par les États membres sur la voie de la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles et pour en rendre compte.

Trois nouvelles commissions: Pegasus, ingérence étrangère et COVID-19.

(Session de mars - P9_TA(2022)0069, P9_TA(2022)0070, P9_TA(2022)0071)

Le PE a créé trois nouvelles commissions. Deux commissions spéciales sont créées: l'une sur l'ingérence étrangère, y compris la désinformation, et l'autre sur les leçons tirées de la pandémie de COVID-19. La troisième est une commission d'enquête sur l'utilisation du logiciel espion Pegasus par les gouvernements de l'UE.

Pacte vert: le PE réforme le déploiement des infrastructures énergétiques transeuropéennes.

(Session d'avril - P9_TA(2022)0105)

Le PE a approuvé de nouvelles règles pour sélectionner les projets énergétiques pouvant bénéficier d'un financement de l'UE. La politique en matière d'infrastructures énergétiques doit contribuer à la réalisation des objectifs de neutralité climatique. Les fonds doivent soutenir l'hydrogène et le captage du carbone. Les projets doivent également renforcer la sécurité d'approvisionnement.

Le PE exige un embargo total sur les importations de pétrole, charbon, combustible nucléaire et gaz en provenance de Russie.

(Session d'avril - P9_TA(2022)0121)

Le PE exprime son indignation à la suite des atrocités commises par les forces armées russes et exige que les auteurs de crimes de guerre répondent de leurs actes. Les députés demandent la création d'un tribunal spécial de l'ONU pour les crimes de guerre en Ukraine. Le PE rappelle que les livraisons d'armes doivent se poursuivre et se renforcer pour permettre à l'Ukraine de se défendre efficacement.

Révision des règles sur les élections et circonscription paneuropéenne.

(Session de mai - P9_TA(2022)0129)

Le PE a entamé la réforme de l'acte électoral de l'UE, en vue de faire des 27 scrutins nationaux distincts, aux règles différentes, une seule élection européenne. 28 députés supplémentaires doivent être élus sur des listes électorales paneuropéennes qui devront garantir une représentation géographique équilibrée.

Octroyez à la Moldavie le statut de candidat à l'adhésion à l'UE, plaident les députés.

(Session de mai - P9_TA(2022)0205)

Dans une résolution adoptée, le PE salue la demande d'adhésion à l'UE de la Moldavie et affirme que le pays, en adoptant des réformes clés, est sur la bonne voie. Les députés appellent à fournir une nouvelle aide macro-financière à la Moldavie. L'UE et la Moldavie devraient poursuivre leurs travaux sur l'intégration du pays dans le marché unique européen et renforcer la coopération sectorielle.

Les députés approuvent le plus important accord de pêche de l'UE avec la Mauritanie.

(Session de juin - P9_TA(2022)0229)

Le PE a donné son feu vert à un nouvel accord de pêche avec la Mauritanie, qui devrait renforcer la coopération environnementale, socioéconomique et scientifique. Il comprend des opportunités de pêche pour 10 États membres. La Mauritanie recevra 60,8 millions d'euros par an. Le PE appelle également à mettre un terme à la surpêche des stocks de petits pélagiques.

Violations des droits de l'homme en Chine, au Nicaragua et en Géorgie.

(Session de juin - P9_TA(2022)0237, P9_TA(2022)0238, P9_TA(2022)0239)

Le PE a adopté trois résolutions sur le respect des droits de l'homme en Chine, au Nicaragua et en Géorgie. Le gouvernement chinois doit mettre fin à la répression des Ouïghours au Xinjiang. Le Nicaragua doit libérer tous les prisonniers politiques et permettre le retour immédiat de ceux qui sont en exil. Les autorités nationales doivent faire respecter la liberté des médias en Géorgie.

Instrument international sur les marchés publics: garantir l'équité pour les entreprises de l'UE.

(Session de juin - P9_TA(2022)0237, P9_TA(2022)0238, P9_TA(2022)0239)

Le PE a donné son feu vert final au nouvel instrument international de passation de marchés (IPI) qui vise à favoriser l'ouverture des marchés publics mondiaux. L'IPI introduit des mesures qui limitent l'accès aux appels d'offres ouverts de l'UE pour les entreprises non européennes issues de pays n'offrant pas de conditions d'accès similaires à leurs marchés publics aux entreprises de l'UE.

Le PE active la procédure de révision des traités de l'UE.

(Session de juin - P9_TA(2022)0244)

Le Parlement a adopté une résolution appelant le Conseil européen à trouver un accord pour déclencher la procédure de révision des traités de l'UE, à la suite de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. Les députés demandent des changements, notamment la fin des pouvoirs de veto et plus de pouvoirs pour l'UE en matière de santé, d'énergie, de défense et de politiques socioéconomiques.

Les autres principaux dossiers discutés lors des sessions plénières étaient:

16.02.22

Le Parlement européen approuve l'accord sur le renforcement **des règles européennes plus strictes relatives aux substances dangereuses au travail**.

Le Parlement a donné son feu vert à une révision des règles de l'UE limitant l'exposition des travailleurs aux substances cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques. Pour la première fois, les députés sont parvenus à inclure les substances reprotoxiques dans le périmètre de la directive.

23.03.22

Les députés s'apprêtent à mieux **protéger les fonds de l'UE contre les oligarques**. La capacité de l'UE à empêcher les oligarques de recevoir des fonds européens est limitée au vu des systèmes de déclaration très fragmentés et du manque de coopération entre États membres.

Les députés mettent en garde contre le **"nombre sans précédent" de structures oligarchiques dans certains pays de l'UE** impliquant des membres de gouvernements et des politiciens de haut rang.

06.04.22

Le Parlement approuve de nouvelles règles pour stimuler le **partage des données au sein de l'UE**. Les députés ont fait pression pour tirer le meilleur parti des données mises à disposition volontairement pour des **objectifs d'intérêt général**, tels que la recherche scientifique, les soins de santé, la lutte contre le changement climatique ou l'amélioration de la mobilité.

Les **services de partage de données de confiance** seront plus visibles et utiliseront un logo européen commun certifiant leur conformité avec la gouvernance des

06.04.22

Un **nouveau "droit à la réparation"** doit englober des **produits durables pouvant être réparés**, un étiquetage informant mieux le consommateur et une extension des droits de garantie.

Les pratiques qui limiteraient de manière injustifiée le droit à la réparation ou mèneraient à l'obsolescence devraient être définies comme "pratiques commerciales déloyales" et interdites en vertu du droit européen.

07.04.22

Les députés avancent une **aide directe de 3,4 milliards euros** pour aider les **réfugiés ukrainiens**. Les députés ont décidé que les pays de l'UE abritant les réfugiés d'Ukraine à la suite de l'invasion russe recevront un soutien financier immédiat de 3,4 milliards d'euros.

03.05.22

Les députés souhaitent que l'UE devienne **une référence mondiale en matière d'intelligence artificielle**. Le Parlement a proposé une feuille de route de l'UE jusqu'en 2030.

Ils soulignent également que les technologies d'IA pourraient susciter de grandes **questions d'ordre éthique et juridique**. Par conséquent, selon le Parlement, l'UE devrait élever au rang des priorités la coopération internationale avec les partenaires partageant les mêmes idées.

04.05.22

Le PE est prêt à débiter les négociations sur un **chargeur universel** afin de **réduire les déchets électroniques** et d'**optimiser l'utilisation** de différents types d'appareils portables.

Les téléphones portables, les tablettes, les appareils photos numériques, les écouteurs et les casques audio, les consoles de jeu vidéo portables et les haut-parleurs portatifs devraient tous être pourvus d'un **port USB Type-C**, peu importe leur marque.

07.06.22

La Turquie continue de **s'éloigner des valeurs et normes de l'UE**. Sans progrès significatif de la part de la Turquie sur les réformes liées à l'UE, le Parlement ne peut pas envisager de reprendre les **négociations d'adhésion**, selon les députés. Les députés appellent le gouvernement turc à traiter de bonne foi les demandes d'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande.

09.06.22

Les députés ayant **rejeté** le rapport sur **la révision du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'UE**, trois projets de loi du paquet **"Fit for 55"** sont en attente d'un accord politique. Le projet législatif sur la réforme du SEQE a été renvoyé en commission ENVI après que le Parlement a rejeté le rapport avec 340 voix contre, 265 pour et 34 abstentions.

09.06.22

Les députés ont plaidé pour que le **PE puisse présenter des propositions législatives**, ce qui renforcerait la démocratie de l'UE et rétablirait l'équilibre institutionnel.

Le Parlement appelle à une **réforme de l'architecture législative** lors de la prochaine révision des traités et souligne que les députés devraient bénéficier du droit de proposer des textes de loi, dans la mesure où ils représentent la **seule institution de l'Union élue au suffrage direct**.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site: <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room>





ACTIVITÉS

15
SEPTEMBRE 2022

Librorum 'Le soulèvement pacifique de la femelle sapiens', par Anna Karamanou (en ligne)

De 17h00 à 18h15, Anna Karamanou, membre de l'AAD, présentera son livre "Le soulèvement pacifique de la femelle sapiens" lors du neuvième événement Librorum. Vous serez informés par email et sur le site de l'AAD de l'ouverture des inscriptions pour cet événement en ligne.

23-25
OCTOBRE 2022

Visite de l'AAD à la République tchèque (date à confirmer)

Les détails seront communiqués ultérieurement. Veuillez vérifier vos emails et le site web de l'AAD.

6
DÉCEMBRE 2022

Visite guidée à la Maison de l'histoire européenne, Bruxelles.

De 15h30 à 16h30, une visite guidée sera organisée dans la Maison de l'histoire européenne. Les détails seront communiqués ultérieurement. Veuillez vérifier vos emails et le site web de l'AAD.

6
DÉCEMBRE 2022

Librorum 'Une conscience européenne', une biographie de Hans-Gert Pöttering

De 17h00 à 18h30, dans la Maison de l'histoire européenne. Les détails seront communiqués ultérieurement. Veuillez vérifier vos emails et le site web de l'AAD.

6
DÉCEMBRE 2022

Cocktail annuel et dîner des membres

Cette année, un dîner de gala de 19h30 à 21h30 sera organisé dans la Maison de l'histoire européenne. Le dîner sera précédé d'un cocktail de 18.30 à 19.30. De plus amples informations seront communiquées ultérieurement par email.

7
DÉCEMBRE 2022

Séminaire annuel et déjeuner

Un débat de haut niveau sera organisé de 10.00 à 13.00 au Parlement européen, à Bruxelles. Les détails seront communiqués ultérieurement. Veuillez vérifier vos emails et le site web de l'AAD. Après le séminaire annuel, un déjeuner sera organisé au Parlement européen de 13h00 à 14h30.

NOUVEAUX MEMBRES



**John
IVERSEN**

GUE/NGL, S&D,
Danemark, (1985-1999)



**Erminia
MAZZONI**

PPE, Italie
(2007-2009)



**Guido
MILANA**

S&D, Italie
(2009-2014)



**Geoffrey
VAN ORDEN**

CRE, Royaume-Uni
(1999-2020)



2 juin 2022

Cher Membre,

Re: RÉSULTATS DES VOTES

Veillez trouver ci-dessous les résultats détaillés des votes qui ont eu lieu lors de l'Assemblée générale annuelle de l'Association le 2 juin 2022:

1) Élection pour les cinq membres du Conseil d'administration:

Les membres suivants ont été élus dans l'ordre ci-dessous et vont faire partie du Conseil d'administration pour une période de deux ans, jusqu'à l'Assemblée générale de 2024:

1. Monica BALDI
2. Edward McMILLAN-SCOTT
3. Jean-Pierre AUDY
4. Klaus HÄNSCH
5. Paul RÜBIG

212 votes ont été enregistrés, aucun n'étant déclaré non-valide, ce qui fait un total de 212.

2) Vote sur le rapport annuel 2021:

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Pour approuver le rapport annuel	205	0	1

212 votes ont été enregistrés, 6 étaient blancs, aucun n'étant non-valide ce qui fait un total de 212.

3) Vote sur les comptes annuels 2021:

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Pour approuver les comptes annuels	204	1	2

212 votes ont été enregistrés, 5 étaient blancs, aucun n'étant non-valide ce qui fait un total de 207.

4) Modifications aux Statuts:

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Amendement A	196	0	3
Amendement B - à l'Article 2	196	0	3
Amendement C - à l'Article 4	196	0	3
Amendement D - à l'Article 5	196	0	3
Amendement E - à l'Article 6	194	1	4
Amendement F - à l'Article 7	195	0	4
Amendement G - Nouvel article	196	0	3
Amendement H - à l'Article 8	196	0	3
Amendement I - à l'Article 10	196	0	3
Amendement J - à l'Article 11	194	1	4
Amendement K - à l'Article 13	196	0	3
Amendement L - à l'Article 14	196	0	3
Amendement M - à l'Article 15	196	0	3
Amendement N - à l'Article 16	196	0	3

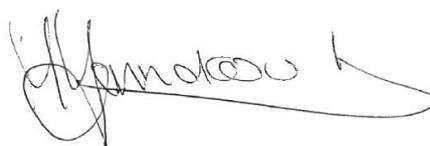
212 votes ont été enregistrés, 10 étaient blancs, trois étant non-valides ce qui fait un total de 199.

Nous voudrions saisir cette opportunité pour remercier tous ceux qui ont pris part à cette élection,

Meilleures salutations,



Françoise GROSSETÊTE
Scrutateur



Marina YANNAKOUDAKIS
Scrutateur

L'AAD AU TRAVAIL

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Klaus
HÄNSCH



Monica BALDI



Jean-Pierre
AUDY



Teresa RIERA
MADURELL



Michael
HINDLEY



Miguel Angel
MARTÍNEZ
MARTÍNEZ



Edward
McMILLAN-
SCOTT



Pierantonio
PANZERI



Manuel PORTO



Paul RÜBIG

BUREAU DE L'AAD

Président: **Klaus HÄNSCH**

Vice-présidente: **Monica BALDI**

Trésorier: **Jean-Pierre AUDY**

Secrétaire: **Teresa RIERA MADURELL**

LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de rédaction du Bulletin de l'AAD: Mme Baldi (présidente), M Audy, M McMillan-Scott, Mme Riera Madurell et M Rübzig.

PE au Campus: M Hindley (président) et M Porto.

Rélations avec la commission des budgets, DG Finance: M Audy.

Dîner Débat: Mme Baldi and M Panzeri.

Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres

(FP-AP): M Martínez Martínez et Mme Riera Madurell. Si nécessaire, les membres seront remplacés par M Audy.

Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP: M Audy, M Martínez Martínez et Mme Riera Madurell. Outre les déléguées AAD ou leurs suppléantes et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Conseil de l'AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.

Rélations avec les associations d'anciens membres hors Europe: M Audy et M Martínez Martínez.

Rélations avec les groupes de réflexion, les instituts de politiques, les fondations: Mme Riera Madurell (présidente), Mme Baldi et M Rübzig.

Archives: Mme Baldi.

Communication de l'AAD: Mme Baldi (présidente) et M Hindley.

Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections: M Hindley, M Martínez Martínez, M McMillan-Scott, M Panzeri et Mme De Keyser (membre de l'AAD à titre consultatif).

Rélations avec la Maison de l'histoire européenne: M Martínez Martínez.

Rélations avec l'Institut universitaire européen (IUE): Mme Baldi.

ACTIVITÉS DE L'AAD



EPFMA
PEAAD



PROGRAMME PE AU CAMPUS

SOUS-MARINS AUSTRALIENS

UNIVERSITÉ DE L'ILLINOIS, URBANA-CHAMPAIGN | 17 NOVEMBRE 2021 | EN LIGNE

La conférence à l'université de l'Illinois Urbana-Champaign (États-Unis) s'est déroulée sous la forme d'un débat en ligne animé par Xinyuan Dai, professeur de sciences politiques dans cet établissement, avec la participation d'Edward Kolodziej, professeur émérite de sciences politiques, Jin Seog Kim, du ministère sud-coréen de la défense, et Margarita Starkevičiūtė, représentante de l'AAD. Les étudiants ont écouté les intervenants confronter leurs points de vue sur le thème «Sous-marins australiens: quelle incidence aura la concurrence en Asie sur les relations entre les États-Unis et l'Europe».

Il ressort des questions posées par les participants que la politique commerciale de l'Union en Asie est assez méconnue aux États-Unis. Lorsque le Royaume-Uni faisait encore partie de l'Union, les relations interparlementaires avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'établissaient principalement par l'intermédiaire des eurodéputés britanniques. Cette démarche tombait sous le sens, étant donné les liens forts qu'on tissés le Royaume-Uni et l'Australie, tous deux membres du Commonwealth, au cours de leur histoire. La région suscite par ailleurs grandement

l'intérêt des responsables politiques britanniques. L'histoire veut que la France, quant à elle, se soit plutôt rapprochée de l'Afrique.

Le Brexit a eu une incidence considérable sur les relations entre l'Union et l'Australie: avec le départ de tous les eurodéputés britanniques, l'Union a perdu beaucoup d'influence dans la région. Entretenant désormais davantage de relations avec l'alliance AUKUS qu'avec l'Union, et, par extension, qu'avec les Français, l'Australie a préféré se tourner vers les Américains pour acquérir ses sous-marins. L'Australie a toujours entretenu de forts liens financiers, économiques et militaires avec les États-Unis. Ses échanges avec les autres pays sont libellés en dollars américains.

L'accord global sur les investissements entre l'Union européenne et la Chine prête quelque peu à confusion. En effet, si les Américains croient que cet accord est bel et bien entré en vigueur, celui-ci a en réalité seulement été signé en décembre 2020 et doit toujours être approuvé par le Parlement.

Au vu des sanctions chinoises qui pèsent sur des entreprises de l'Union et des eurodéputés, le Parlement a gelé à juste titre les négociations de ce texte sur lequel les deux parties s'étaient mises d'accord sur le principe. Une fois entré en vigueur, le cas échéant, l'accord facilitera l'investissement des entreprises de

l'Union en Chine et leur garantira des conditions de concurrence équitables.

Un débat s'est ensuite engagé sur la politique chinoise en Asie. Les intervenants ont relevé que la Chine s'emploie principalement à accroître son influence politique dans les pays voisins en soutenant des candidats pro-chinois lors des élections. La Russie use de stratagèmes similaires dans les pays qu'elle souhaite attirer dans sa sphère d'influence. Cette stratégie peut-elle durer à long terme? Rien n'est moins sûr, car la population s'élève généralement contre les puissances qui restreignent les libertés démocratiques. De ce fait, les candidats portés par la Chine ou la Russie ne pourront pas rallier grand-monde à leur cause. L'Australie a récemment signé l'accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) avec dix autres pays du Pacifique. L'accord commercial en cours d'élaboration entre l'Union et l'Australie, permettra aux entreprises européennes d'exporter vers ce pays ou d'y mener des activités sur un pied d'égalité avec les entreprises des pays signataires du partenariat transpacifique ou d'autres accords commerciaux conclus avec l'Australie. L'Union a conclu des accords commerciaux avec le Japon, le Viêt Nam, la Corée du Sud, Singapour, de même qu'avec les îles du Pacifique, et continue de négocier avec les autres pays de la région.

Margarita Starkevičiūtė
ADLE, Lituanie (2004-2009)
margarita.starkeviciute@gmail.com



Margarita Starkevičiūtė pendant sa lecture à l'Université d'Illinois, Centre UE, 17 novembre 2021.

LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE ET CULTURELLE EN EUROPE

UNIVERSITÉ DE RIVNE, UKRAINE | 9 DÉCEMBRE 2021 | EN LIGNE

En décembre 2021, j'ai eu le plaisir d'être invité, en tant qu'ancien membre de la commission de la culture du Parlement européen (de 1994 à 2004), à m'exprimer sur la diversité linguistique et culturelle en Europe, devant des étudiants de l'université de Rivne, en Ukraine. La situation en Ukraine était alors tendue et la menace russe bien réelle; c'est encore le cas à l'heure où j'écris ces lignes, en janvier 2022. J'espère et j'ai bon espoir que ces problèmes seront résolus pacifiquement, mais malheureusement rien n'est sûr. Ce que je retire de cette session de questions/réponses avec ces jeunes étudiants et leurs professeurs, c'est que les Ukrainiens, tout comme la vaste majorité des Européens, n'aspirent qu'à la paix et à la prospérité. J'ai admiré leur stoïcisme et leur aptitude à garder le cap de leurs études malgré la menace très réelle à laquelle ils savent que leur pays doit faire face.

“Ce que je retire de cette session (...), c'est que les Ukrainiens, tout comme la vaste majorité des Européens, n'aspirent qu'à la paix et à la prospérité.”

Mon intérêt particulier pour l'Ukraine remonte à ma première activité avec l'AAD. En décembre 2004, j'ai fait partie d'une délégation, composée d'anciens eurodéputés et membres du Congrès américain, chargée d'observer les élections en Ukraine. C'était juste après – ou peut-être même pendant – la Révolution orange. C'était quelque chose: un candidat à l'élection présidentielle empoisonné; un sit-in dans le centre

de Kiev organisé par des étudiants cernés par des soldats. Notre délégation a conclu que ce second tour s'était déroulé de manière équitable et dans les règles. Il a abouti à la victoire de Iouchtchenko (le candidat Orange / démocrate) par 52 % des voix, contre 44 % pour Ianoukovitch, le président sortant soutenu par la Russie. À l'instar de la plupart des pays européens, l'Ukraine compte différentes communautés linguistiques, et il ne fait aucun doute que la minorité russophone de l'est soutenait Ianoukovitch. Quelle chance pour un pays de tenir des élections fondées sur une philosophie économique et politique et sur la liberté d'opinion, plutôt que sur la diversité ethnique ou linguistique. L'Ukraine n'est certainement pas le seul pays d'Europe où les différences linguistiques demeurent importantes.

La Belgique est le pays plurilingue par excellence. Je me souviens que même en France mon allemand scolaire était parfois aussi utile dans les restaurants strasbourgeois que mon français à peine meilleur. J'ai appris, lors de mon travail à la délégation à la commission parlementaire mixte UE-République slovaque, que dans ce pays la minorité de langue hongroise est très importante. J'ai toujours été frappé, lors de mes voyages en Finlande, de constater qu'en dépit de la taille modeste de la minorité suédophone, les panneaux de signalisation étaient bilingues, même à Helsinki. Au Royaume-Uni, j'admire les courageuses initiatives de la petite minorité de langue galloise pour assurer la survivance de leur langue au pays de Galles;



Roy Perry pendant sa lecture à l'Université de Rivne, Ukraine, 9 décembre 2021.

la portée politique du gallois au Royaume-Uni me semble toutefois bien différente de celle du russe en Ukraine. J'espère avoir transmis à ces étudiants ukrainiens l'importance de respecter les différences linguistiques. J'ai clos mon intervention en relatant une maladresse commise lors d'un échange avec un eurodéputé estonien, au moment de l'adhésion de son pays à l'Union. Il m'a fait part de l'importance que revêtait pour lui le statut de langue officielle de l'Union conféré à l'estonien. Britannique ignorant (et arrogant?), je lui ai demandé sans réfléchir si c'était bien raisonnable, l'Estonie étant un si petit pays. Je n'oublierai jamais sa réponse: «Tout au long de l'histoire, l'Estonie a subi le joug de chevaliers teutoniques, de Suédois, de Danois et de Russes – mais si notre identité nationale a survécu, c'est uniquement grâce à notre langue. À présent que nous sommes libres et indépendants, peut-être pour la deuxième fois seulement de notre histoire, il est inconcevable de renoncer à notre langue. C'est notre âme.» Il avait raison, j'avais tort. La diversité linguistique est importante et doit être respectée. Vive la différence!

Roy Perry
PPE, Royaume-Uni (1999-2004)
roy.perry123@btinternet.com

RÔLE DU PARLEMENT SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

UNIVERSITÉ DE L'ILLINOIS, URBANA-CHAMPAIGN | 30 MARS 2022 | EN LIGNE

La discussion s'est tenue sur une étude de cas concernant le processus décisionnel européen (avec un accent sur le Parlement européen) dans le domaine de la protection du climat et des transports avec l'Université de l'Illinois et la participation d'un groupe d'étudiants autrichiens.

Le format de la discussion était en ligne et nous avons eu une réunion en ligne pour préparer les détails et connaître les antécédents des étudiants et leurs intérêts. Jonathan Larson de l'université de l'Illinois m'a également parlé de sa coopération avec Gerd Valchers de l'université de Vienne, qui a également participé avec des étudiants autrichiens. Nous avons donc vraiment eu un échange transatlantique !

La réunion a ensuite donné lieu à une discussion animée sur le sujet, avec des questions et des contributions intéressantes de la part des étudiants. Après une brève présentation de l'impact de la politique des transports sur les émissions de CO2 et le climat, nous avons discuté de la situation

différente aux États-Unis et en Europe, des mesures possibles à prendre et des avantages et inconvénients apportés au débat par les différents groupes d'intérêt. L'accent a été mis sur les initiatives prises par le Parlement européen concernant la politique des transports dans le contexte de la politique climatique générale décidée par les institutions européennes, notamment le paquet "Fit for 55" dans le cadre du Green Deal. Étant donné que les émissions dues aux transports continuent d'augmenter dans certains secteurs, les mesures dans ce domaine sont de la plus haute importance - et c'est pourquoi j'ai choisi le transport comme exemple pour illustrer les difficultés à gérer une transition juste vers une politique respectueuse du climat. Et après tout, comme nous le savons tous, le transport est un sujet hautement émotionnel, d'autant plus que la pandémie nous a montré la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et notre dépendance aux modes de transport, qui ont un impact négatif sur notre climat.

“Étant donné que les émissions dues aux transports continuent d'augmenter dans certains secteurs, les mesures dans ce domaine sont de la plus haute importance - et c'est pourquoi j'ai choisi le transport comme exemple pour illustrer les difficultés à gérer une transition juste vers une politique respectueuse du climat.”

Le temps a filé dans cet échange intensif, et nous aurions pu continuer une heure de plus. J'ai été heureux de donner un bref aperçu des méthodes de travail du Parlement européen et j'espère avoir pu partager mes expériences avec les étudiants et les avoir motivés à s'engager encore plus dans la politique européenne. L'organisation de la réunion était parfaite - mes remerciements à tous ceux qui y ont contribué !

Eva Lichtenberg
Verts/ALE, Autriche (2004-2014)
eva.lichtenberger@chello.at



Eva Lichtenberger avec le professeur J. Larson et ses étudiants lors de la conférence en ligne à l'Université de l'Illinois, EU Centre, 30 mars 2022.

Merci à Candriam de sponsoriser le programme PE au Campus.



VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

VISITE VIRTUELLE DE L'AAD EN FRANCE | 28 FÉVRIER - 1 MARS 2022

UKRAINE : LE GRAND DÉFI DES PEUPLES LIBRES

L'agression de M Poutine et de l'armée russe contre l'Ukraine, c'est une agression contre l'Europe tout entière, contre ses valeurs, ses intérêts, sa capacité à faire régner la démocratie, l'état de droit, la liberté, l'initiative économique et la solidarité sociale. Cela dit, en se lançant étourdiment contre l'Ukraine, M Poutine a fait une grave erreur de diagnostic : l'Europe en dépit de sa cohésion insuffisante, n'est pas le cadavre politique qu'il imaginait.

En réalité entre les peuples d'Europe comme entre ceux-ci et le peuple américain, il s'est passé quelque chose d'important et même d'historique: nous avons assisté à un double réveil de la solidarité et de la mobilisation. Ce double réveil doit nous conduire à un resserrement des liens transatlantiques et à un "saut qualitatif", comme on disait naguère, de l'Union européenne vers les responsabilités géopolitiques. C'est à relever ce double défi, que, dans le cadre de la présidence française de l'Union, nous invite Emmanuel Macron.

Jean-Pierre Audy, Membre du Conseil de l'AAD: "Quel est votre sentiment sur l'idée d'un référendum

d'autodétermination pour la Géorgie, la Crimée, l'Ukraine de l'est?"

Jean-Louis Bourlanges: "C'est une très bonne idée à la condition qu'elle soit mise en œuvre dans de bonnes conditions de transparence démocratique."

Michael Hindley, Membre du Conseil de l'AAD: "L'UE a-t-elle été naïve en pensant que l'Ukraine pouvait être jetée dans l'UE sans tenir compte des sensibilités russes?"

Jean-Louis Bourlanges: "Nous avons mal exécuté une politique bien inspirée. Le concept initial était le bon : faire de l'Ukraine une terre de voisinage commun à l'UE et à la Fédération de Russie. Malheureusement, nous l'avons mal vendu aux Russes et ils se sont sentis marginalisés. Cela dit, même si nous avons été les meilleurs diplomates du monde, la religion de Poutine était faite. Il voulait effacer les conséquences de la chute de l'Empire soviétique et nous n'avions aucune raison de le laisser faire. La fin de l'Union soviétique n'était pas "une catastrophe" mais un bienfait, un acquis auquel les amis de la liberté n'avaient aucune raison de renoncer."

Jan Mulder, Membre de l'AAD: "Comment voir la défense de l'Europe, la coopération dans l'Union européenne à court terme et après à long terme?"

Jean-Louis Bourlanges: "L'OTAN, grâce à Poutine, est sortie de son coma. Il faut maintenant l'élargir à la Suède et à la Finlande si ces deux pays le souhaitent, réaffirmer son ancrage dans l'espace euro atlantique, renforcer les moyens des Européens et leur autonomie stratégique. Nous devons dans cet esprit réussir le sommet de Madrid à la fin du mois de juin."

Hans-Gert Pöttering, président de l'AAD de l'époque: "Comment la guerre de Poutine contre l'Ukraine, change-t-elle la campagne présidentielle en France?"

Jean-Louis Bourlanges: "La guerre en Ukraine a placé au cœur de la campagne les idées de multilatéralisme et de solidarité entre les peuples libres. Elle nous fait réfléchir à l'adaptation nécessaire de l'alliance atlantique et au renforcement de l'Europe unie, ainsi qu'à l'affirmation d'une politique économique qui fait toute sa place à l'exigence de puissance technologique et de solidarité sociale. Ce sont les thèmes dont Emmanuel Macron et les partis de sa majorité sont porteurs face à Marine Le Pen. Mais les différents courants de sensibilité de la droite, du centre et de la gauche partagent ces convictions et c'est pourquoi elles se sont imposées le 24 avril."



Jean-Louis Bourlanges
Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale
Jean-Louis.Bourlanges@assemblee-nationale.fr

LA MAISON JEAN MONNET, UN VIVIER POUR LA NOUVELLE GÉNÉRATION



La Maison Jean Monnet © Union européenne, 2019

Le 1er mars 2022, l'association des anciens députés au Parlement européen (AAD) a organisé, en étroite association avec le bureau de liaison du Parlement européen (EPLO) de Paris et en collaboration avec le Service de la Maison Jean Monnet (DG COMM), une « visite virtuelle » en France dans le cadre de la PFUE (Présidence française de l'Union européenne). Cet événement, qui devait initialement se tenir sur place à Paris et à Bazoches-sur-Guyonne, en raison de la persistance de la pandémie du COVID, s'est transformé en débat en ligne.

Il s'agissait d'aborder bien sûr les thématiques liées à l'actualité de la présidence française, ainsi que les contributions citoyennes issues de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (CAE). En accord avec le secrétariat général de l'AAD, nous avons contacté plusieurs organisations de la société civile et think-tanks français qui ont immédiatement montré un grand enthousiasme pour participer aux débats : Confrontations Europe, la Maison de l'Europe de Paris, l'Institut Jacques Delors Notre Europe, la Fondation Robert Schuman ; ainsi que des jeunes et étudiants issus de plusieurs universités, parmi lesquelles l'IEP (Sciences-Po) d'Aix-en-Provence ou encore l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Sur la base d'un

document de réflexion que l'Association avait préparé à l'occasion de la CAE, les échanges ont permis notamment aux jeunes d'interroger directement les anciens députés afin de recueillir leurs avis et témoignages sur des sujets actuels, en particulier : quelles réponses possible face à l'euroscpticisme ? Quid de politique étrangère commune de l'UE ? De l'Europe de la Défense, ou encore la politique de la

santé ?

“Sur la base d'un document de réflexion que l'Association avait préparé à l'occasion de la CAE, les échanges ont permis notamment aux jeunes d'interroger directement les anciens députés afin de recueillir leurs avis et témoignages sur des sujets actuels (...)”

Il est opportun de rappeler que la Maison Jean Monnet avait accueilli le 30 janvier 2020 une réunion des présidents des trois institutions européennes - David Maria Sassoli pour le Parlement européen, Ursula Von der Leyen pour la Commission européenne, et Charles Michel pour le Conseil - à la veille de leur déclaration sur le Brexit et le lancement de la CAE. Alors que la pandémie n'a pas permis l'organisation de toutes les contributions aux débats initialement envisagées sur le site de la Maison Jean Monnet dans le cadre de la CAE, la reprise des événements après

le 15 mars de cette année a donné un nouvel élan à cet effort.

Le retour de nombreux groupes d'élèves ainsi que l'organisation de débats académiques et de la société civile ont permis d'alimenter la réflexion liée à la démocratie sur notre continent et à la façon d'agir pour la stimuler et la défendre.

Le contexte actuel de guerre en Ukraine nous rappelle fort à propos le rôle essentiel joué, au cours des dernières années, par les sessions du programme « Jean Monnet Dialogue » qui consistait à assoir les partis politiques ukrainiens autour de la table sous la houlette de Pat Cox, ancien président du Parlement européen. Bien que ces groupes aient occupé bien souvent des positions opposées sur l'échiquier politique, il est tragiquement paradoxal de constater que la plus grande menace pour le pays a finalement pris la forme d'une invasion étrangère, à laquelle la population ukrainienne fait face de façon résolument unie. Les équipes de la Maison Jean Monnet, notamment grâce à leurs échanges réguliers avec des délégations du programme EUVP en visite dans le « berceau de l'Europe », ont également pu constater l'intérêt marqué exprimé par plusieurs participants originaires de pays tiers pour une transposition du modèle de « Jean Monnet Dialogue » axé autour de la médiation, dans leur contexte national.

La structure d'hébergement de la Maison Jean Monnet, d'une capacité de 32 chambres et opérationnelle depuis le 1er avril dernier, permet désormais de renforcer le potentiel d'accueil de groupes à vocation européenne, qui viennent sur le site pour réfléchir et participer activement à la construction d'un meilleur avenir commun.

Martí Grau

Conservateur de la Maison Jean Monnet
<https://www.jean-monnet-europe.eu>

POUR QUE CHAQUE ANNÉE SOIT CELLE DE LA JEUNESSE

Le 1er mars dernier, dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, nous avons eu le plaisir et l'honneur d'échanger avec des membres de l'Association des anciens députés (AAD). Nous saluons cette invitation qui s'inscrit dans le contexte de l'Année européenne de la jeunesse. Alors que les étudiants ont grandement souffert de la crise sanitaire et que leurs attentes envers l'Union se multiplient, porter les voix de la jeunesse dans les institutions va de pair avec la construction d'une Europe des citoyens. Au cours de cet échange, nous avons abordé de nombreux enjeux, tels que la cybersécurité ou les règles européennes qui s'imposent aux entreprises étrangères, alors que la mondialisation rend le monde toujours plus incertain.

Aussi, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de la demande d'adhésion de pays des Balkans, nous avons rejoint les propositions de l'AAD dans un débat préoccupé, mais réaliste pour un projet cohérent. Après les élargissements successifs, l'Union européenne fait face au dilemme entre intégration de nouveaux États ou renforcement d'une Union à 27. Nous avons notamment soulevé des questionnements à propos

de la primauté du droit national. En effet, on constate la persistance de tensions entre une intégration accrue et les revendications de souverainetés nationales contradictoires avec le projet commun, et il est urgent de remédier à cela.

Par ailleurs, l'Union se trouve régulièrement dans une impasse institutionnelle et politique au moment du vote et de la mise en œuvre de sanctions. Ce fut par exemple le cas avec la Pologne et les entorses à la primauté du droit de l'Union. Penser les sanctions économiques, à l'heure de la montée des populismes et des crises sociales et sanitaires, appelle à notre créativité et à une réflexion commune pour soutenir leur crédibilité sans porter atteinte à la cohésion.

Nous avons également eu l'occasion d'exprimer notre sentiment européen au travers de la thématique de la citoyenneté. Alors que les démocraties européennes sont par définition des régimes dans lesquels les peuples sont la source du pouvoir, elles sont paradoxalement responsables d'un recul de l'intégration, dès lors que le sentiment d'appartenance s'estompe. Nous pensons que l'enjeu est ici de rappeler et de montrer combien l'Union

est au cœur de notre quotidien. Pour ce faire, outre innover et penser des leviers pour inciter à la participation, le rôle des médias pourrait être valorisé.

“Nous pensons que l'enjeu est ici de rappeler et de montrer combien l'Union est au cœur de notre quotidien.”

Enfin, si les jeunes, bien souvent, connaissent l'histoire de la construction européenne, ils ne sont pourtant pas toujours conscients de son rôle économique et social. De l'alimentation à la préservation de l'environnement, en passant par la formation universitaire et les aides à la mobilité étudiante, chaque pan de nos vies et de notre avenir sont liés à l'Union. Nous le savons, le sentiment d'éloignement des représentants et la complexité des institutions la rendent parfois illisible, voire suspecte. Pour lutter contre ce déficit démocratique, nous avons affirmé notre conviction que l'Union européenne devrait être à la fois plus simple et plus transparente. Le droit de pétition et d'initiative ou encore la rencontre du 1er mars avec l'AAD permettent de sensibiliser et de mobiliser les jeunes citoyens, responsables d'aujourd'hui et de demain.

Si l'Union souffre d'un déclin de confiance dans ses institutions et son efficacité, elle dispose des moyens d'y réagir. Cette année placée sous le signe de la jeunesse peut être vue comme un espoir de sensibiliser pour construire l'Europe de demain.

Daring Alicia Ambert

Étudiante à l'Université de Paris-Panthéon-Assas
ambert.daring-alicia@isitparis.eu

César Rivera

Étudiant à l'Université d'Aix-Marseille
cesar.rivera@etu.univ-amu.fr



DÉBAT
en ligne

NOTRE UNION
EUROPÉENNE - PLACE À
L'AUDACE, À L'ACTION ET
AUX RÉSULTATS

1er mars 2022 de 14h30 à 16h00

#FMAVisitFrance

EFMA PEAD MAISON JEAN MONNET

© Association des anciens députés au Parlement européen, 2022

JOUR DE L'EUROPE

TABLE RONDE À L'UNIVERSITÉ DE VALLADOLID

En 1212, à la ville de Palencia, au cœur du Royaume de Castille, fut créé le premier centre d'enseignement supérieur de ce que, plus tard, deviendrait l'Espagne. Ce Studium Generale, fut déplacé de Palencia à la ville de Valladolid, puis transformé en 1241 en Université. C'est donc à ce titre d'héritière que l'Université de Valladolid dispute toujours à Salamanca, dans une de ces polémiques qui perdurent depuis des siècles, le titre de la plus ancienne université espagnole. Toutes ces infos, et bien d'autres, nous furent racontées par nos hôtes dans la petite balade qui précéda la table ronde qui, à l'occasion du Jour de l'Europe, fut organisé le 6 mai par l'Institut d'Études Européennes de cette université. « L'Union Européenne 70 ans plus tard : des leçons depuis l'expérience » était le titre solennel qui nous convoquait. Au menu, deux anciens Présidents du Parlement, Jose María Gil-Robles et Enrique Barón Crespo, et moi-même, invités à discuter sur le présent et le futur, avec un regard vers le passé. Le cadre, solennel, était une noble salle au premier étage du bâtiment central de cette institution.

Suite aux généreuses présentations de rigueur, le Président Barón Crespo a démarré le colloque, devant une salle assez pleine. Il a présenté un bon parcours de son expérience personnelle de vie politique européen, et de la transformation qu'il a bien suivie en première ligne pendant des années. C'est probablement sa mémoire de la chute du mur de Berlin et comment il l'a vécu, qui va rester gardée dans la mémoire de beaucoup des assistants, qui étaient nombreux.

Le Président Gil-Robles participait à distance, avec son image projetée sur un immense écran. Des problèmes de son avec sa connexion, qui en ont retardé le démarrage pendant un bon moment, lui ont permis de faire une analogie assez expressive avec les difficultés du projet européen pour se faire entendre par les citoyens. On a pu entendre ensuite un ancien Président vraiment bouleversé par le retour de la



Enrique Barón Crespo, Ignasi Guardans et José María Gil-Robles (en ligne) © Université de Valladolid

guerre en Europe. Je n'oserais pas dire que son discours était pessimiste, parce que certainement il a bien montré sa conviction d'une sortie du conflit dans laquelle il n'y aura pas un triomphe de ce violent néo impérialisme russe. Mais certainement une préoccupation bien compréhensible ressortait de cette intervention et ces mots bien chargés d'expérience.

A mon tour, j'ai voulu encadrer le moment présent à travers les mots du Chancelier Scholz, lorsque dans son intervention historique devant le Bundestag du 27 février a parlé d'un nouveau Zeitenwende. C'est un véritable changement d'époque qui est commencé, et qui marquera le futur du continent et de ce projet politique. Un point tournant de l'histoire européenne qui probablement mettra le numéro 2022 à côté des autres chiffres magiques qui sont utilisées par les historiens pour essayer d'organiser le récit de notre histoire politique collective : 1989, 1945, 1939, 1918, 1914, 1871... Mais cette fois-ci nous sommes à l'intérieur de ce changement, et nous n'avons qu'une longue liste d'incertitudes sans réponse, certainement pas toutes créées par la guerre. J'ai parlé des populismes et leur menace ; de comment l'eurocentrisme peut donner une fausse idée de notre poids et notre rôle dans le monde ; de comment il est absolument nécessaire de réécrire un nouveau récit identitaire qui rapproche

des nouvelles générations à l'Europe politique, en tant que grand espace de garantie et de promotion de la démocratie, des libertés et du progrès social.

“J’ai parlé de (...) comment il est absolument nécessaire de réécrire un nouveau récit identitaire qui rapproche des nouvelles générations à l’Europe politique, en tant que grand espace de garantie et de promotion de la démocratie, des libertés et du progrès social.”

En tout, presque trois heures de conversation, qui ont contribué, certainement à la grande célébration européenne que les organisateurs avaient prévue, et que ce programme de coopération de notre association a rendu possible.

Ignasi Guardans
ADLE, Espagne (2004-2009)
iguardans@culture-media.eu

L'AVENIR PRÉSENT DE L'EUROPE

PUBLICATION DE L'AAD 'AVENIR PRÉSENT DE L'EUROPE'

Le 1er juin 2022, l'Association des anciens députés du Parlement européen (AAD) et le Service de recherche du Parlement européen (EPRS) ont organisé conjointement une table ronde sur "L'avenir Présent de l'Europe : Les questions clés avant et après la conférence" dans le cadre de la huitième édition de Librorum, avec une présentation exclusive de la publication de l'AAD intitulée "Present Future of Europe".

L'événement a été un véritable succès en termes de participation des collègues et des députés européens, surtout si l'on considère que c'était le premier événement Librorum organisé en personne. Comme l'a souligné Anthony Teasdale, directeur général de l'EPRS, dans son discours d'ouverture, c'était un grand plaisir de se retrouver enfin dans la salle de lecture de la bibliothèque du Parlement européen pour la première réunion officielle depuis deux ans.

La publication a été imprimée par les archives historiques de l'Union européenne (AHUE), résultat d'un partenariat de plus en plus fructueux au fil des ans, notamment grâce à une équipe AAD/AHUE très active, toujours plus forte et passionnée. Dieter Schlenker, directeur des AHUE, et le professeur Steven Van Hecke, qui ont tous deux contribué directement à la publication, ont exprimé leur appréciation particulière du travail accompli.

Les auteurs présents à l'événement, Hans-Gert Pöttering, président de l'AAD, Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, et Teresa Riera Madurell, secrétaire, ont souligné l'importance de ne pas interrompre le débat passionné qui a été suscité à différents niveaux de la société, car il est fondamental pour renforcer la démocratie et permettre aux citoyens de l'UE de participer activement et de manière continue à l'ensemble du processus de développement.

En outre, l'ancien président du Parlement européen Klaus Hänsch a souligné la nécessité d'une véritable action politique et, par conséquent, que la réforme des traités soit accompagnée d'un projet politique clair afin d'en assurer le succès.

Les interventions des députés Marc Tarabella (S&D), Sandro Gozi (Renew), Gunnar Beck (ID), Michiel Hoogeveen (ECR) et Helmut Scholz (GUE/NGL) ont soulevé des points très importants et apporté des perspectives totalement différentes au débat sur la Conférence sur l'avenir de l'Europe, notamment en raison de leur appartenance à des groupes politiques différents.

Comme on le sait, après une année de débats et de réunions, le rapport final de la Conférence sur l'avenir de l'Europe contenant les propositions de réforme de l'UE a été présenté à la présidente Roberta Metsola, au président français Emmanuel Macron et à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen le 9 mai 2022 dans l'hémicycle de Strasbourg.

Le processus lui-même a été initié le 9 mai 2022 l'année dernière par le président David Sassoli, à qui cette publication est dédiée. La proposition de l'AAD est publiée dans cette

publication, ainsi que les actes de la conférence de haut niveau intitulée "L'avenir de l'Europe commence aujourd'hui", qui s'est tenue à l'Institut universitaire européen le 21 mars 2022 à Florence.

Il ne fait aucun doute que le débat sur la Conférence sur l'avenir de l'Europe et toutes les discussions tenues sur des plateformes publiques, promues principalement par des groupes de réflexion, ont joué un rôle clé en rassemblant des voix provenant de différents coins du continent. Toutefois, ces instruments de participation démocratique n'ont de valeur que s'ils parviennent à donner une suite concrète aux demandes des citoyens.

Nous espérons que les conclusions tirées parviendront à fournir des orientations sur l'avenir de l'Europe, en tenant compte des idées et des propositions issues de ce processus démocratique et en prenant en considération les équilibres sociaux, culturels, politiques et géographiques.

Monica Baldi

*Vice-présidente de l'AAD
PPE, Italie (1994-1999)
baldi.monica@email.it*



Vice-présidente Monica Baldi pendant la table ronde 'Avenir Présent de l'Europe' dans la salle de lecture du PE, 1 juin 2022. © Union européenne - Source: PE 2022



MIGRATIONS HINTERGRUND

par **Jannis Sakellariou**, publié by Dietz Verlag.



“Lorsque tu te mettras en route pour Ithaque, souhaite que le chemin soit long, plein d’aventures, fertile en découvertes.”
Konstantino Kavafis

Jannis Sakellariou était un Européen cosmopolite au sens original grec du terme, comme ses compatriotes Homère, Périclès et Kavafis, et sa vision universelle, bien perceptible dans son livre, en est la preuve. Grec de naissance, il est déchu de sa nationalité sous la dictature des colonels et choisit alors de prendre la nationalité allemande (avec un penchant bavarois). Citoyen européen, mais aussi hispaniste dans l’âme (avec une affinité catalane qui lui a permis de donner son nom à la Torre del Grec à Montblanc), Jannis Sakellariou était par excellence un citoyen du monde.

Dans l’introduction, il écrit qu’il «ne s’agit là ni de [ses] mémoires, ni d’un récit d’actes héroïques» et explique que le titre de son livre («Migrationshintergrund¹») désigne les personnes nées à l’étranger qui acquièrent la nationalité allemande par naturalisation. Avec sa franchise habituelle, il juge le terme «fallacieux et discriminatoire». Dans l’Allemagne fédérale des années 1960, que j’ai aussi connue, le droit du sang («ius sanguinis») a primé jusqu’à ce que la réforme Schröder introduise le droit du sol et octroie ainsi la nationalité à des millions d’immigrés. Jannis a été un véritable pionnier: il a été le premier dirigeant du SPD en Bavière à ne pas avoir la citoyenneté allemande et a ensuite été le premier député européen allemand issu de l’immigration.

Son choix de sous-titre («Expériences de vie d’un Européen») est éloquent, car le livre résume notre trajectoire politique commune au Parlement européen: dès 1986, nous avons œuvré ensemble, au cours de mon mandat de Président, à surmonter la guerre froide, à réunifier l’Allemagne, à gérer la dislocation de l’URSS, l’implosion sanglante de la Yougoslavie et le conflit au Moyen-Orient, ainsi qu’à ramener la paix en Amérique centrale. Il a rempli ses fonctions de coordinateur du groupe socialiste à la commission des affaires étrangères, que j’ai présidée, avec une efficacité et une précision sans failles, d’une manière qui reflétait sa formation technique, scientifique et universitaire. Dans la partie de son livre consacrée à ses expériences, il décrit de nombreux événements et personnages avec une maîtrise et une simplicité hors du commun.

¹«issu de l’immigration», en français

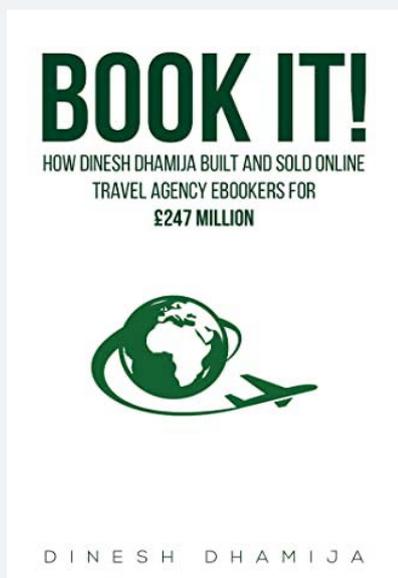
La citoyenneté européenne inscrite dans le traité de Maastricht a fait de nous des citoyens européens à part entière, et notre passage au Parlement européen - cet Erasmus civique collectif axé sur la citoyenneté et la démocratie - nous a permis d’en faire l’expérience la plus empirique qui soit. Vivre dans un pays et apprendre à le connaître, d’autant plus lorsque l’on en maîtrise les langues, donne une nouvelle dimension à notre personnalité. Jannis incarnait cette citoyenneté cosmopolite de par ses connaissances et son ouverture aux autres cultures et coutumes. En un mot, il a consacré sa vie au renforcement de l’unité européenne et au respect de ses valeurs et de son engagement œcuménique pour la paix et la démocratie. Il a également appartenu à la génération Erasmus, puisqu’il a partagé la vie de Laura Baeza, ma première assistante au Parlement européen, qui s’est ensuite illustrée à la Commission avant d’atteindre l’apogée de sa carrière en devenant ambassadrice de l’Union en Algérie et en Tunisie. Jannis n’aura jamais cessé de la soutenir. Grâce à elle et à la législation avant-gardiste belge en matière de testament, j’ai pu lui faire mes adieux dans une étreinte fraternelle après un échange émouvant sur nos souvenirs partagés.

Enrique Barón Crespo
PSE, Espagne (1986-2009)
enriquebaronfundacion@gmail.com



BOOK IT!

par **Dinesh Dhamija**, publié par Austin Macauley Publishers.



La biographie de Dinesh Dhamija, «Book It!», retrace le parcours d'un pionnier de l'internet, parti d'un kiosque de vente à la station de métro d'Earl's Court pour arriver au Parlement européen, comme eurodéputé pour la circonscription de Londres, membre du groupe Renew et président de la délégation pour les relations avec l'Inde.

En commençant avec un prêt d'un ami de 1 500 livres, Dinesh et Tani Dhamija se sont construit un nom et ont empoché 100 millions de livres comme créateurs de la plateforme ebookers, "un pionnier de l'essor de la bulle internet de la génération Y". Ebookers est également la première entreprise du Royaume-Uni qui a réussi à s'implanter mondialement au moyen de l'internet.

On se régale des nombreux exemples décrits dans le livre illustrant la capacité de Dinesh Dhamija à prendre les problèmes à bras-le-corps. Il parle de toilettes partagées avec un kiosque voisin, qui étaient toujours sales. La solution? Acheter le bail des voisins, se servir du second point de vente pour lancer une sandwicherie,

et au passage, servir des sandwiches "City-style" à moitié prix, et ainsi, en tant que propriétaire des deux points de vente, «assurer la propreté des toilettes».

Les premiers pas dans l'exploitation de l'internet ont dû faire l'effet d'une douche froide: «je vérifiais les messages tous les jours et le nombre de réservations était à zéro... pendant deux, trois semaines, juste zéro, zéro, deux fois par jour. Et puis un jour, on a eu deux réservations.» Dinesh Dhamija ajoute: «Je me méfiais tellement du système que j'ai cru que c'était Rudi (le cerveau du système d'exploitation) qui faisait ces réservations lui-même pour embellir la situation.» Mais ce n'était pas Rudi, et ces deux réservations furent le point de départ d'une prédominance mondiale encore bien marquée aujourd'hui dans le milieu du tourisme.

Ebookers a survécu aux divers désastres dus à l'éclatement de la bulle internet, à la suspension des voyages internationaux après le 11 septembre, et aux remous provoqués par l'invasion américaine en Iraq. Lorsque la vente de l'activité se confirme enfin en 2005, Dinesh Dhamija décrit de façon désarmante d'honnêteté sa prochaine étape: «Après tout, on est nouveau riche qu'une fois dans sa vie.»

Quand il parle de politique, Dinesh est tout aussi franc que lorsqu'il évoque les affaires. Il cite le virage à droite de David Cameron après le référendum catastrophique de 2014 comme la prise de conscience qui a donné naissance à son engagement politique et l'a fait passer du statut de conservateur par défaut à celui de membre des libéraux démocrates et défenseur de la campagne en faveur du maintien dans l'Union européenne.

En tant qu'eurodéputé, Dinesh Dhamija raconte comment il est venu, en tant que président de la délégation indienne, appuyer la position de l'Inde et de Narendra Modi concernant la proposition de résolution parlementaire sur le Cachemire. Ce choix a suscité des résistances importantes au sein de son propre parti et il décrit comment il s'est mis à travailler avec les différents partis, de gauche comme de droite, dans le style classique de l'entrepreneur déterminé, pour garantir l'adoption de la proposition.

Le livre est parsemé de conseils directs et audacieux, détaillant les motivations de ses actions en justice, son grand intérêt pour les activités philanthropiques et ses tactiques franches pour tirer le meilleur parti des clubs, événements sportifs et autres affiliations. L'histoire de Dinesh Dhamija, même en politique, est celle d'un perturbateur typique. Nous serions bien inspirés, en tant que politiciens, de nous intéresser à «Book It!», surtout ceux d'entre nous qui souhaitent obtenir le soutien de chefs d'entreprise pour leurs campagnes politiques ou attirer sur la scène européenne davantage de talents issus du monde des affaires. Le livre devrait également être une lecture obligatoire pour tout jeune entrepreneur, surtout pour ceux qui souhaitent bousculer les modèles d'entreprise actuels. La réalité de ce qu'il faut accomplir pour réussir en tant que jeune entreprise innovante est assez intimidante, mais on ne peut s'empêcher d'être du côté de Dinesh Dhamija et, comme pour toute histoire de David contre Goliath, de se réjouir lorsqu'il en sort vainqueur.

Judith Bunting

Renew, Royaume-Uni (2019-2020)
judith.bunting@btpopenworld.com

IN MEMORIAM



Jean MOUCHEL

☞ 7 mars 2022

DEP/RDE, France (1982-1989)

Il a été membre français du Parlement européen. Au niveau national, M Mouchel représentait 'Rassemblement pour la République'.



Desislav CHUKOLOV

☞ 8 mars 2022

ITS/NI, Bulgarie (2007-2009)

Il a été membre bulgare du Parlement européen. Au niveau national, M Chukolov représentait 'Attack Coalition'.



Alain KRIVINE

☞ 12 mars 2022

GUE/NGL, France (1999-2004)

Il a été membre français du Parlement européen. Au niveau national, M Krivine représentait 'Ligue Communiste Révolutionnaire'.



Honor FUNK

☞ 18 mars 2022

PPE, Allemagne (1989-1999)

Il a été membre allemand du Parlement européen. Au niveau national, M Funk représentait 'Christlich Demokratische Union Deutschlands'.

IN MEMORIAM



Joel HASSE FERREIRA

☞ 18 mars 2022

PSE, Portugal (2005-2009)

Il a été membre portugais du Parlement européen. Au niveau national, M Hasse Ferreira représentait 'Partido Socialista'.



John PURVIS

☞ 20 mars 2022

PPE-DE, Royaume-Uni (1979-1984, 1999-2009)

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, M Purvis représentait 'Scottish Conservative and Unionist Party'.



Trevor COLMAN

☞ 22 mars 2022

EFDD/NI, Royaume-Uni (2008-2014)

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, M Colman représentait 'United Kingdom Independence Party'.



Domènec ROMERA I ALCÀZAR

☞ 5 avril 2022

PPE-DE, Espagne (1986-1994)

Il a été membre espagnole du Parlement européen. Au niveau national, M Romera i Alcàzar représentait 'Partido Popular'.



Bouke BEUMER

☞ 10 avril 2022

PPE, Pays-Bas (1979-1994)

Il a été membre hollandais du Parlement européen. Au niveau national, M Beumer représentait 'Christen Democratisch Appèl'.

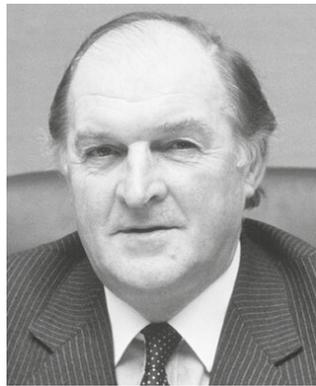


Joaquim VAIRINHOS

☞ 11 avril 2022

PSE, Portugal (1999-2004)

Il a été membre portugais du Parlement européen. Au niveau national, M Vairinhos représentait 'Partido Socialista'.



Lord Henry PLUMB

☞ 15 avril 2022

PPE-DE, Royaume-Uni (1979-1999)

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, Lord Plumb représentait 'Conservative and Unionist Party'.



Alan Leslie GILLIS

☞ 6 mai 2022

PPE, Irlande (1994-1999)

Il a été membre irlandais du Parlement européen. Au niveau national, M Gillis représentait 'Fine Gael Party'.

IN MEMORIAM



Elisa Maria DAMIÃO

✝ 7 mai 2022

PSE, Portugal (1998-2004)

Elle a été membre portugaise du Parlement européen. Au niveau national, Mme Damião représentait 'Partido Socialista'.



Ilkka SUOMINEN

✝ 23 mai 2022

PPE-DE, Finlande (1999-2004)

Il a été membre finlandais du Parlement européen. Au niveau national, M Suominen représentait 'Kansallinen Kokoomus'.



Francesco FERRARI

✝ 23 mai 2022

ADLE, Italie (2007-2009)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M Ferrari représentait 'Partito Democratico'.



Luigi Ciriaco DE MITA

✝ 26 mai 2022

PPE-DE, Italie (1984-1988, 1999-2004, 2009-2014)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M De Mita représentait 'Unione dei Democratici cristiani e dei Democratici di Centro'.

ÉNERGIE ET APOCALYPSE NUCLÉAIRE

Par Paulo Casaca
S&D, Portugal
(1999-2009)
pcasaca@gmail.com

Dans un laps de temps très bref, l'humanité a découvert comment s'autodétruire et emporter avec elle la vie sur Terre telle que nous la connaissons. Depuis lors, la meilleure chose qu'elle a trouvée pour éviter que sa découverte ne se solde par une apocalypse a été la fameuse stratégie « MAD », expression qui revêt un double sens en anglais: c'est à la fois l'acronyme de «destruction mutuelle assurée» et le mot «fou».

Lors de l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine a reproduit à Marioupol ce qu'il avait fait auparavant à Grozny et à Alep: raser les villes avec des bombes en tuant sans discernement des civils et en condamnant à la fuite les survivants. Il convient de préciser que les forces tchéchènes du clan islamique Kadyrov avaient été mobilisées lors des carnages de Grozny et de Marioupol alors qu'à Alep, la Russie avait eu recours à des groupes affiliés aux Gardiens de la révolution islamique contrôlés par Téhéran.

Toutefois, cette invasion ajoute à ce mode opératoire traditionnel

l'intimidation nucléaire. Le président russe n'a pas seulement menacé de vive voix d'avoir recours à l'arme nucléaire; il a également utilisé les centrales nucléaires ukrainiennes pour montrer ce dont il serait capable dans le reste de l'Europe.

«Le président russe n'a pas seulement menacé de vive voix d'avoir recours à l'arme nucléaire; il a également utilisé les centrales nucléaires ukrainiennes pour montrer ce dont il serait capable dans le reste de l'Europe.»

Les forces russes ont commencé leur invasion en occupant l'ancienne centrale nucléaire de Tchernobyl, où elles ont détruit un dépôt de déchets nucléaires et, selon les autorités ukrainiennes, ont ensuite installé un dépôt de munitions près des réacteurs nucléaires. Elles ont occupé quelques jours plus tard la plus grande centrale nucléaire d'Europe, à Zaporizhia, qu'elles ont prise pour cible avec des tanks.

Dans ce contexte, les élites occidentales ont tout fait pour essayer de ne pas voir ce qu'il était pourtant impossible d'ignorer. La menace d'une guerre nucléaire? «Les Américains n'ont pas à s'inquiéter!», affirme le président des États-Unis. La conquête de Tchernobyl? «Elle se trouvait sur le chemin/la route de Kiev» et «c'était pour éviter le détournement de déchets nucléaires!» (page Wikipédia à ce sujet). Les tirs sur la centrale de Zaporizhia? L'Agence internationale de l'énergie atomique rapporte que les équipements essentiels n'ont pas été affectés!



© Adobe Stock



© Adobe Stock

Et l'agence d'information publique française France 24, citant plusieurs experts, a même affirmé en gros titre, le 4 mars: «Une attaque russe pour détruire des réacteurs n'a aucun sens», pour faire en sorte de retourner le message implicite envoyé par les autorités russes: une attaque portée à une centrale nucléaire européenne est un scénario à prendre en considération dans n'importe quel scénario d'extension de ce conflit au territoire européen!

Pire encore, nous avons vu apparaître la fiction selon laquelle l'alternative à la dépendance du gaz russe serait l'énergie nucléaire; c'est-à-dire qu'au lieu de dépendre commercialement de la Russie (par choix réfléchi), nous devrions dépendre des bonnes grâces de de Poutine et de ses associés en Tchétchénie et en Iran, ou de quelque autre tyran, pour éviter une catastrophe nucléaire sur notre territoire. Il est question, non pas d'améliorer, mais de dégrader l'actuelle situation européenne de dépendance aux régimes despotiques.

Ne pas dépendre de dictateurs sanguinaires et sans scrupules pour l'approvisionnement en

matières vitales est naturellement important pour la défense et la sécurité européenne mais il est également nécessaire de comprendre pourquoi cette préoccupation a été oubliée ces dernières années alors que les raisons d'éviter cette dépendance étaient claires et que les alternatives existaient et existent toujours.

“Ne pas dépendre de dictateurs sanguinaires et sans scrupules pour l'approvisionnement en matières vitales est naturellement important pour la défense et la sécurité européenne mais il est également nécessaire de comprendre pourquoi cette préoccupation a été oubliée ces dernières années (...).”

Mais ce qui est plus important encore, c'est de trouver comment amoindrir des vulnérabilités de défense aussi conséquentes que celles provoquées par la présence des centrales nucléaires; autrement dit, comment abandonner et neutraliser les centrales existantes et empêcher que d'autres ne soient construites.

Refermer la boîte de Pandore de la fiction nucléaire sera certainement plus difficile qu'il n'a été de l'ouvrir et nous allons devoir vivre pour une durée indéterminée dans une logique d'équilibre de la terreur nucléaire nommée à juste titre «MAD». À cet égard, une chose est sûre; on ne doit ni nier ce qui est flagrant, ni céder à la panique puisque cela ne sert qu'à convaincre les despotes que l'arme nucléaire est le moyen le plus efficace d'arriver à leurs fins.

Cet épisode nous a aussi servi à nous rendre compte que l'on ne peut pas penser la réalité comme une mosaïque dont chaque pièce peut être analysée de manière isolée. Il n'est pas possible de séparer la défense de l'économie, de la politique ou de l'environnement, comme il n'est pas non plus possible de séparer l'incidence de la consommation d'énergie sur le climat des autres conséquences sur l'environnement. Il est nécessaire de tenir compte de tout cela et de faire preuve de discernement, en veillant à ce que les intérêts généraux ne soient pas parasités par les intérêts particuliers.

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE

Par **Monica Frassoni**
Présidente de
l'European Alliance to
Save Energy (EU-ASE)
monica.frassoni@
euase.eu

Nous le savons tous, le changement climatique anthropique constitue le plus grand défi de l'humanité. Or, nous allons bientôt franchir un point de bascule. Le 6e rapport d'évaluation du GIEC, élaboré par des centaines de scientifiques, de climatologues et d'experts en science du climat et de l'énergie, ne laisse aucun doute. Le pic des émissions de gaz à effet de serre doit être atteint en 2025 et, si nous voulons éviter une catastrophe climatique, nous devons réduire massivement nos émissions.

Mais il est encore possible d'agir, et nous devrions voir ce signal d'alarme comme une occasion de faire tout notre possible pour réduire nos émissions.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a aggravé une crise énergétique déjà latente, au point d'aboutir à une situation explosive. Face à la dépendance de l'Union européenne aux importations de gaz naturel, les États membres prennent des mesures à court terme. Toutefois, la solution n'est pas de chercher d'autres partenaires fiables pour se fournir en gaz. Selon les projections de la Commission d'ici à 2030, la consommation de gaz naturel doit être réduite de 30 % par rapport à 2015.

La solution n'est pas de simplement demander aux citoyens de baisser leur chauffage, comme le met en évidence l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son plan en dix points pour réduire la dépendance de l'Union à l'égard de la Russie. L'AIE estime qu'une baisse de 1° C du chauffage dans les bâtiments permettrait de réduire la demande de gaz de 10 milliards de mètres cubes par an. La clé ne réside cependant pas dans l'effort individuel, qui est susceptible de fluctuer.

“Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'un plan crédible à long terme qui fasse de l'efficacité énergétique une priorité.”

Malheureusement, les responsables politiques sont loin d'être convaincus que, pour affronter cette crise et les suivantes, il est urgent d'économiser l'énergie. Ils misent principalement sur l'approvisionnement et osent à peine parler de réduire la consommation.

Plan en 10 points pour réduire la dépendance de l'Union européenne à l'égard du gaz naturel russe



Des mesures mises en œuvre dès cette année pourraient faire reculer les importations de gaz russe de plus d'un tiers, voire de plus de la moitié si elles s'accompagnaient de dispositions temporaires supplémentaires, tout en continuant de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre.

- | | |
|---|---|
| <p>Action 1</p>  <p>Aucun nouveau contrat d'approvisionnement avec la Russie</p> <p>Impact : En profitant de l'expiration des contrats à long terme conclus avec la Russie, l'UE réduira les volumes de gaz russe qu'elle est tenue d'acheter conformément aux clauses contractuelles de type take-or-pay et pourra alors diversifier davantage ses sources d'approvisionnement.</p> | <p>Action 2</p>  <p>Remplacer le gaz russe par d'autres sources d'approvisionnement</p> <p>Impact : Augmentation d'environ 30 Gm³ des approvisionnements en gaz hors Russie.</p> |
| <p>Action 3</p>  <p>Instaurer des obligations minimales de stockage du gaz pour renforcer la résilience des marchés</p> <p>Impact : Renforcement de la résilience du système gazier, même si la reconstitution nécessaire des stocks en 2022 se traduira par une augmentation de la demande et par conséquent des prix du gaz.</p> | <p>Action 4</p>  <p>Accélérer le déploiement de nouveaux projets solaires et éoliens</p> <p>Impact : 35 TWh d'électricité supplémentaires produits dans le cadre de nouveaux projets d'énergie renouvelable au cours de l'année à venir, qui viendraient s'ajouter à la croissance de la production déjà prévue pour ces sources, réduisant ainsi la consommation de gaz de 6 Gm³.</p> |
| <p>Action 5</p>  <p>Tirer le maximum de la production d'électricité issue de sources pilotables à faibles émissions : bioénergie et nucléaire</p> <p>Impact : 70 TWh d'électricité supplémentaires produits à l'aide de sources pilotables d'énergie à faibles émissions, et baisse de 13 Gm³ de la consommation de gaz pour produire de l'électricité.</p> | <p>Action 6</p>  <p>Adopter des mesures à court terme pour préserver les consommateurs vulnérables de la hausse des prix de l'électricité</p> <p>Impact : Baisse des dépenses énergétiques des consommateurs même si les prix du gaz naturel demeurent élevés, en allouant jusqu'à 200 milliards d'euros destinés à amortir les impacts sur les catégories vulnérables.</p> |
| <p>Action 7</p>  <p>Accélérer le remplacement des chaudières à gaz par des pompes à chaleur</p> <p>Impact : Réduction de la consommation de gaz de chauffage de 2 Gm³ supplémentaires en un an.</p> | <p>Action 8</p>  <p>Accélérer la rénovation énergétique des bâtiments et des locaux industriels</p> <p>Impact : Réduction de la consommation de gaz destinée au chauffage avoisinant 2 Gm³ par an, parallèlement à une baisse des factures d'énergie, à une amélioration du confort et au renforcement de la compétitivité des entreprises.</p> |
| <p>Action 9</p>  <p>Pousser les consommateurs à baisser temporairement leur thermostat</p> <p>Impact : Abaisser le thermostat de seulement 1 °C entraînerait une réduction de la demande de gaz de quelque 10 Gm³ par an.</p> | <p>Action 10</p>  <p>Prendre davantage de mesures pour diversifier et décarboner les sources d'énergie garantissant la flexibilité du système électrique</p> <p>Impact : Le fait de donner un grand coup d'accélérateur à l'innovation permettra d'assouplir peu à peu les liens entre les approvisionnements en gaz naturel et la sécurité d'approvisionnement en électricité de l'Europe. Du côté de l'électricité, des signaux-prix en temps réel peuvent introduire davantage de souplesse au niveau de la demande, et ainsi réduire les besoins d'approvisionnement coûteux en gaz au moment des pics de demande.</p> |

© International Energy Agency

Pourquoi? Par crainte de perdre des électeurs réticents à changer leurs habitudes et à perdre en qualité de vie. En revanche, en agissant sur l'efficacité, on agit directement sur la consommation énergétique et donc sur les factures. Tout le monde convient qu'il faut persévérer sur le chemin de l'efficacité énergétique, mais lorsqu'il s'agit d'agir, les soutiens se font bien rares. Nous ne parviendrons pas à un système neutre en énergie si nous n'économisons pas une grande quantité d'énergie dans les secteurs de l'industrie, des transports, et surtout du bâtiment.

Les institutions de l'Union européenne sont actuellement en train de négocier le paquet «Ajustement à l'objectif 55». Réviser la directive sur l'efficacité énergétique est essentiel pour encourager les économies d'énergie, qui ont pris du retard par rapport au développement des sources d'énergie renouvelables. Dans sa proposition, la Commission a revu son objectif d'efficacité énergétique, fixé à 32,5 %, en prévoyant une réduction de 39 % pour la consommation d'énergie primaire et de 36 % pour la consommation d'énergie finale d'ici à 2030. Les négociateurs au Parlement européen se montrent plus ambitieux en proposant un objectif contraignant de 45,5 % de réduction de la consommation d'énergie primaire. La Commission, qui procède à la réévaluation du potentiel d'économie d'énergie d'ici à 2030, a accueilli favorablement cette proposition. C'est là un pas dans la bonne direction. Reste à gagner l'adhésion des États membres. En décembre 2021, la Commission avait également proposé de réviser la directive sur la performance énergétique des bâtiments, l'objectif étant d'augmenter le taux de rénovation du parc immobilier européen, qui est vétuste et inefficace.



© Adobe Stock

Les bâtiments représentent 40 % de la consommation d'énergie totale dans l'Union européenne, et les systèmes de chauffage dépendent toujours en grande partie de combustibles fossiles comme le gaz naturel.

L'efficacité énergétique et l'électrification sont les deux principaux moteurs pour parvenir à un secteur du bâtiment durable. Une étude récente de Cambridge Econometrics montre qu'en lançant une vague de rénovations respectueuses de l'environnement et en installant des pompes à chaleur dans les habitations, l'Europe peut économiser l'équivalent d'un quart des importations actuelles de gaz russe d'ici à 2030, et réduire ainsi sa dépendance aux importations instables de gaz, tout en renforçant sa sécurité énergétique. De ce fait, les dépenses annuelles liées aux importations de gaz devraient baisser de 15 millions d'euros d'ici dix ans et de 43 millions d'euros en 2050.

“Une étude récente de Cambridge Econometrics montre qu'en lançant une vague de rénovations

respectueuses de l'environnement et en installant des pompes à chaleur dans les habitations, l'Europe peut économiser l'équivalent d'un quart des importations actuelles de gaz russe d'ici à 2030 (...). ”

Les mesures d'efficacité énergétique nécessitent des politiques, des investissements, de l'intérêt, et une compréhension claire de l'urgence d'agir: nous devons réduire la demande d'énergie et optimiser simultanément l'utilisation de l'énergie afin d'accélérer l'intégration des énergies renouvelables et de ne pas continuer à générer de l'énergie dont nous n'avons pas besoin, en particulier à partir de combustibles fossiles.

LE COURAGE DE LA VÉRITÉ ÉNERGÉTIQUE

Par **Robert Goebbels**
S&D, Luxembourg (1999-
2014)
robertg@pt.lu

L'histoire de l'humanité est une longue quête d'énergie. De la maîtrise du feu jusqu'à la fission ou demain la fusion nucléaire, l'homme a toujours su utiliser des sources énergétiques nouvelles. Cela a transformé son environnement.

La prise de conscience de l'impact des activités humaines sur le climat incite la communauté internationale à vouloir réduire les émissions de gaz à effet de serre. Notamment le CO2 produit à travers l'utilisation d'énergies fossiles.

Le discours dominant est aux « énergies douces », aux « renouvelables ». Il est évident que la force de l'eau, celle du vent et surtout le flux continu d'énergie en provenance du soleil méritent d'être utilisés davantage.

Malheureusement toutes ces sources d'énergies posent des problèmes. La construction de nouveaux barrages se heurte aux défenseurs de la nature. Les éoliennes ne sont pas toujours acceptées par les riverains, car elles défigurent les paysages. Les panneaux photovoltaïques

dérangent moins, mais leur rendement est trop intermittent. Surtout dans des pays du nord ou du centre de l'Europe, où le soleil brille autour de 2.000 heures par an, alors que l'année en compte 8.760. C'est surtout en hiver, quand il fait froid et les nuits sont longues, où l'énergie solaire fait le plus défaut. D'autant que le problème du stockage des énergies renouvelables est loin d'être résolu.

Comme l'approvisionnement électrique doit être à même de rencontrer une demande changeante à tout moment, aucun réseau ne pourra fonctionner uniquement sur base d'énergies intermittentes comme le solaire ou les éoliennes. L'énergie hydraulique restera dépendante des capacités de stockage des barrages et autres retenues d'eau.

Pour fournir à tout instant une énergie d'appoint en cas de demande soudainement plus forte, les centrales thermiques sont irremplaçables. Ces dernières fonctionnent au fuel, au charbon ou au gaz, donc avec des émissions de carbone. Ce qui est contraire à l'objectif d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le seul autre « backup » possible reste l'énergie nucléaire, qui n'émet pratiquement pas de gaz carbonique. Mais depuis Tchernobyl et Fukushima le nucléaire reste suspect.



© Adobe Stock



“Déjà avant l’invasion de l’Ukraine par la Russie de Poutine, de plus en plus de pays s’étaient rendus compte qu’il était impossible de satisfaire une demande grandissante d’énergie électrique à travers les seuls renouvelables.”

Déjà avant l’invasion de l’Ukraine par la Russie de Poutine, de plus en plus de pays s’étaient rendus compte qu’il était impossible de satisfaire une demande grandissante d’énergie électrique à travers les seuls renouvelables.

Il y a un gouffre entre l’ambition verte et la réalité énergétique. Ainsi l’Allemagne avait décidé de sortir du nucléaire après Fukushima. Depuis les émissions de CO2 augmentent en RFA. L’effort énorme accompli en matière d’énergies solaire et éolienne a nécessité le maintien de centrales à charbon et à gaz afin de pallier à l’intermittence des sources dites douces.

La France s’est également aperçue qu’il ne suffisait pas de décréter une sortie du nucléaire par la loi. Placé devant l’alternative de fermer des centrales nucléaires jusqu’à 2025 et d’ouvrir des centrales à charbon pour couvrir les besoins énergétiques de la France, le plus Vert des Ministres, Nicolas Hulot, s’était incliné devant la réalité. En promettant de réduire pour 2030 ou au plus tard pour 2035 la part du nucléaire dans l’électricité française à 50%.

Le président Macron vient de siffler la fin des rêves anti-nucléaires. Il propose d’investir dans de nouvelles centrales afin de permettre à l’économie française de rester compétitive tout en réduisant les émissions carbonées de la France. Qui sont déjà largement inférieures à celle de l’Allemagne, championne des énergies renouvelables.

Comme disait un certain Lénine : « Les faits sont têtus ! » Il ne suffit pas de décréter des ambitions prétendument vertueuses. Il faut avoir le courage de la vérité. La décarbonisation prendra bien plus longtemps que ne le prêchent certains idéologues.

Il faut raison garder et ne pas sacrifier toute mode écologiste. Ainsi la voiture électrique devra encore subir beaucoup d’améliorations, notamment au niveau des batteries, avant d’être réellement exemplaire en matière d’émissions.

“Il faut raison garder et ne pas sacrifier à toute mode écologiste.”

La politique se doit d’observer une neutralité technologique permettant l’émulation scientifique. C’est d’ailleurs le secteur industriel qui est en pointe en matière d’économie d’énergies et d’efficacité énergétique. Ce sont les industriels, pas les idéologues, qui vont gagner la bataille pour un environnement meilleur.

ORIENTATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE

Par **Jolanta Emilia Hibner**

*PPE, Pologne
(2012-2014)*

jolanta@hibner.pl

Dans le cadre de l'accord de Paris, tous les pays européens se sont engagés à parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050. À cette fin, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites dans des délais aussi brefs que possible.

Récemment, il est également devenu crucial pour les pays européens de mettre un terme à leur dépendance vis-à-vis des sources conventionnelles, à savoir le pétrole et le gaz en provenance de Russie ou de Chine. La guerre qui sévit dans la partie orientale de l'Europe a montré à quel point ces sources étaient instables. C'est pourquoi seule une action commune de l'ensemble des pays européens permettra de développer des nouvelles technologies et de répondre aux besoins en matière d'énergie électrique et thermique de nos pays d'origine.

Lors de la fixation des objectifs, il faudra tenir compte de la situation géographique et des capacités technologiques de chaque pays. Nous devrions tous, en premier lieu, augmenter la part des énergies renouvelables dans les bouquets énergétiques nationaux. L'énergie éolienne est l'un des secteurs des énergies renouvelables dont la croissance est la plus rapide. Cette énergie peut être obtenue en installant des parcs éoliens

sur terre et en mer. Il est indispensable d'ériger des parcs éoliens maritimes dans la mer Baltique et la mer du Nord. La construction de parcs éoliens en mer dans ces zones doit tenir compte des voies maritimes et des itinéraires des oiseaux migrateurs, et intégrer la mise en place de zones de sécurité de 100 mètres autour de chaque structure. En outre, il est important d'introduire des règles régissant la pratique de la pêche dans ces zones. La construction d'un nombre considérable d'éoliennes maritimes requiert de construire davantage de lignes de transport d'électricité sur terre. L'implantation de parcs éoliens terrestres doit tenir compte à la fois des besoins énergétiques, mais également du développement urbain des zones dans lesquelles ils sont situés.

Pour parvenir à la neutralité climatique, il est indispensable de développer l'utilisation des panneaux photovoltaïques qui fonctionnent à partir de l'énergie solaire. L'adoption de politiques visant à exploiter au mieux le potentiel des cellules photovoltaïques dans le secteur de la construction (construction de bâtiments à émissions nulles) et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables pour développer le secteur des transports contribuera à réduire les émissions de CO₂ sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne.

L'énergie nucléaire est et restera la principale source d'énergie électrique à faible intensité de carbone. Le développement de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables devrait être complémentaire et non pas mis en concurrence avec le développement de l'énergie nucléaire. Les sources d'énergie renouvelables et l'énergie nucléaire constituent un bouquet énergétique en matière de développement durable. Les sources d'énergie éolienne et solaire sont très dépendantes des



© Adobe Stock

conditions météorologiques et fonctionnent par intermittence. Les sources d'énergie éolienne et solaire ne permettront pas à elles seules de réduire les émissions de CO₂. Par le passé, il y eu des périodes caractérisées par une absence simultanée de vent en mer (calme plat) et sur terre. Les centrales nucléaires fonctionnent en s'appuyant sur un système qui leur permet d'adapter leur capacité en fonction de la demande. Elles peuvent modifier leur puissance très rapidement. De plus, l'énergie nucléaire n'est pas soumise aux fluctuations des marchés de matières premières auxquelles sont confrontées les centrales qui utilisent du charbon, du lignite, du pétrole et du gaz. Le combustible nucléaire peut être facilement stocké pendant plusieurs années.

L'énergie nucléaire en Pologne et dans le monde utilise principalement:

- de grands réacteurs de troisième génération (parfaitement au point et techniquement opérationnels);
- de petits réacteurs modulaires;
- des technologies de quatrième génération.

La résistance des grands réacteurs est testée au cours de leur fonctionnement depuis environ 70 ans. Il s'agit d'une technologie efficace en termes de coût, mais qui suscite souvent une forte opposition de l'opinion publique en raison de la taille des réacteurs. Dans le cas des petits réacteurs modulaires, il est possible de s'appuyer sur des approvisionnements locaux, ce qui permet de réduire les besoins en terrain (investissements plus faibles). La principale lacune de ces technologies réside dans le fait qu'elles n'ont pas encore été suffisamment testées en cours de fonctionnement et qu'elles présentent une intensité matérielle plus élevée. Elles sont encore en phase de prototype. Il s'agit typiquement d'une énergie

décentralisée d'avenir, à condition d'être développée. L'introduction des nouvelles technologies de quatrième génération est plus sûre et celles-ci peuvent également voir le jour plus rapidement. Ce type d'énergie nucléaire génère moins de déchets et la chaleur qu'elle produit est principalement utilisée par l'industrie. L'énergie hydroélectrique peut se développer de manière de plus en plus soutenue dans les pays qui présentent un potentiel hydraulique élevé comme la Norvège, l'Albanie ou la Suisse. Les capacités naturelles de ces pays leur permettent de continuer à développer les centrales de pompage-turbinage. Les centrales de pompage-turbinage ne sont pas une source d'énergie, mais des installations de stockage.

Le problème que l'Europe devra résoudre à court terme est le stockage de l'énergie et sa transmission entre les pays. Pour être autonome, l'Europe doit combiner le développement de l'énergie produite à partir de sources dépendantes des conditions météorologiques aux technologies nucléaires. Un élément essentiel qui doit figurer dans les projets de développement est la nécessité de construire des installations de stockage de l'électricité au moyen de technologies fondées sur la conversion d'un type d'énergie en un autre: thermique ou électrique.

“Le problème que l'Europe devra résoudre à court terme est le stockage de l'énergie et sa transmission entre les pays.”

Il est nécessaire de construire un nombre important de réservoirs de chaleur ou de batteries/accumulateurs de grande taille qui permettent de stocker l'énergie et de

l'utiliser lors des pics de demande. De même, il convient d'intensifier la recherche sur le stockage de l'énergie sous forme d'hydrogène ou d'uranium. Le développement de différentes techniques de stockage de l'énergie permettra d'utiliser efficacement l'énergie et de parvenir à une plus grande stabilité sur le marché européen. Cela permettra également de mettre un terme à la dépendance de l'énergie vis à vis des combustibles fossiles. Même les meilleures sources d'énergie ne répondront pas au problème des besoins énergétiques sans des connexions transfrontalières grâce auxquelles elles pourront être exportées vers des pays voisins ou importées en période de forte pénurie.

Par conséquent, parallèlement au développement du stockage de l'énergie, il est important de se concentrer sur le renforcement des connexions entre les réseaux dans l'ensemble de l'Union européenne. Cet élément revêt une importance cruciale pour permettre à l'Europe d'atteindre l'autosuffisance énergétique.

Il est possible de parvenir à la stabilité énergétique en intégrant l'énergie nucléaire, sous forme de réacteurs nucléaires ou d'énergie décentralisée, aux sources d'énergie renouvelables. Les mesures et réglementations existantes empêchent tout développement de l'énergie provenant de sources conventionnelles. Cette approche est-elle raisonnable alors que nous devons actuellement faire face à diverses menaces extérieures? C'est en analysant les activités de recherche menées sur les nouvelles technologies que nous pourrions répondre à cette question. Seul le développement de nouvelles technologies utilisant les gaz à effet de serre, y compris le CO₂, nous permettra de revenir au charbon, au pétrole ou au gaz.

POURQUOI SE TOURNER VERS L'HYDROGÈNE AUJOURD'HUI?

Par **Marcelino Oreja**
PPE, Espagne
(1989-1993)
marcelinoreja@gmail.
com

Par le passé, l'économie de l'hydrogène (H2) a suscité un immense enthousiasme qui a fini par s'estomper. Toutefois, ces deux ou trois dernières années, on a constaté un réel regain d'intérêt pour l'H2 comme futur vecteur énergétique. D'où vient ce changement?

Tout d'abord, décarboner le secteur électrique ne suffira pas à réaliser le projet «zéro émissions nettes».

La transition énergétique doit s'étendre à des secteurs difficiles à décarboner, comme l'industrie et le transport long courrier. C'est dans ce domaine que l'hydrogène jouera un rôle déterminant.

Pour atteindre l'objectif de «zéro émissions nettes», l'électrification directe devrait augmenter jusqu'à représenter la moitié de la demande en 2050 (52 % en Espagne et entre 45 et 50 % dans l'Union).

Suite au développement technique et à l'optimisation de l'organisation du marché, notamment grâce aux

appels d'offres, la forte réduction des coûts de production de l'énergie éolienne terrestre et de l'énergie solaire photovoltaïque a amélioré les perspectives économiques de la production d'hydrogène vert.

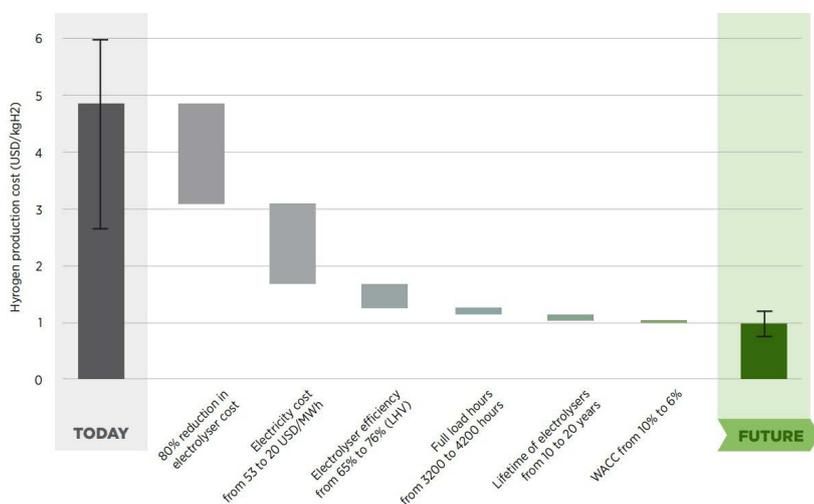
Les coûts moyens mondiaux de l'électricité produite à partir de l'énergie solaire photovoltaïque (PV) ont chuté de 85 % entre 2010 et 2020 (IRENA 2021).

Les immenses ressources éoliennes et solaires dont disposent certaines régions européennes offrent un grand potentiel de production d'H2 vert et réduisent notre dépendance aux importations de produits énergétiques.

La guerre en Ukraine va accélérer ce processus et de nombreux secteurs industriels aspireront à une indépendance énergétique reposant à la fois sur l'électricité renouvelable et l'hydrogène.

La résilience du système gazier et la facilité de stockage des gaz renouvelables peuvent à elles deux renforcer la sécurité d'approvisionnement. L'utilisation de ces gaz rend le développement du potentiel renouvelable européen et la création d'une industrie exportatrice possibles.

“L'utilisation de ces gaz (renouvelables) rend le développement du potentiel renouvelable européen et la création d'une industrie exportatrice possibles.”



Une combinaison de réductions des coûts de l'électricité et des électrolyseurs peut permettre de réduire de 80 % le coût de l'hydrogène. ©IRENA 2020



Les engagements des pays pour intensifier l'utilisation de l'hydrogène comme vecteur énergétique à faible teneur en carbone se multiplient. Sans le rôle essentiel de l'H₂ dans la transition énergétique, le coût de la décarbonation pourrait augmenter et dépendre de technologies moins éprouvées.

Pour que l'hydrogène se développe massivement en Europe, il est impératif de créer des réseaux transnationaux. Or, tout processus industriel requiert un système d'approvisionnement énergétique sûr.

Afin de déployer la production et l'utilisation de l'hydrogène à grande échelle tout en réalisant des économies d'échelle qui permettent une réduction des coûts, il faut développer davantage de projets d'envergure.

En outre, le durcissement de la concurrence entre les producteurs créera un marché plus liquide, avec des prix transparents, et diminuera le nombre de consommateurs

captifs connectés à de petits réseaux de groupes. Un réseau paneuropéen interconnectera également des régions disposant d'immenses ressources éoliennes et solaires, ainsi que de terrains propices aux projets d'électricité renouvelable à l'origine d'un hydrogène vert compétitif.

Compte tenu de leur état actuel, moderniser 80 % des réseaux de canalisation des gazoducs permettrait de transformer plus de la moitié des systèmes gaziers européens en un réseau d'hydrogène. Cette opération serait beaucoup moins coûteuse que le remplacement des infrastructures existantes ou le transport de l'hydrogène par voie maritime.

Le coût moyen de ce réseau d'hydrogène est estimé entre 0,11 et 0,21 euros/kg/1 000 km, soit moins que celui du transport maritime au sein de l'Europe. Les propositions émises par la Commission en décembre prévoient un gestionnaire de réseau d'hydrogène. Elles établissent également les principes réglementaires essentiels:

Les activités d'exploitation et de production des réseaux d'hydrogène seront séparées pour éviter les structures verticalement intégrées.

L'accès aux réseaux d'hydrogène sera ouvert aux tiers afin de garantir la concurrence et des conditions équitables. L'exploitation conjointe des réseaux d'hydrogène et de gaz est autorisée, à condition que l'exploitation des réseaux d'hydrogène relève d'une entité juridique distincte.

Les propositions révèlent aussi clairement une volonté de développer, sur le long terme, un marché européen interconnecté. Elles comprennent d'ailleurs la suppression des tarifs transfrontaliers pour les gaz renouvelables et à faible teneur en carbone.

En outre, elles annoncent la création d'une nouvelle structure de gouvernance, appelée «réseau européen des gestionnaires de réseaux pour l'hydrogène» (ENNOH), afin de promouvoir le développement d'infrastructures spécialisées pour l'hydrogène, la coordination transfrontalière et l'élaboration de règles techniques.

Les conditions pour faire de l'hydrogène un acteur majeur de la transition vers une économie décarbonée sont réunies. Le développement de réseaux d'hydrogène interconnectés à l'échelle européenne renforce la sécurité d'approvisionnement, intensifie la concurrence et garantit une plus grande disponibilité d'H₂ renouvelable et à faible teneur en carbone. Enfin, la reconversion des infrastructures de gaz existantes devrait être cruciale pour le futur réseau.

LE COMMERCE INTERNATIONAL DE L'ÉNERGIE

**Par Godelieve
Quisthoudt-
Rowohl**

*PPE, Allemagne
(1989-2019)*

gqr@quisthoudt.eu

Dans ses efforts visant à élaborer une politique énergétique européenne plus forte, la Commission Juncker a défini 5 objectifs de la stratégie pour une union de l'énergie en 2015. Le pacte vert pour l'Europe, adopté par la Commission von der Leyen en 2019, va lui aussi dans ce sens. Le pacte vise à transformer complètement les marchés de l'énergie, en s'éloignant des combustibles fossiles pour se tourner vers les énergies renouvelables et les sources à faible intensité de carbone. Les autres objectifs sont les suivants: l'efficacité énergétique, la conception des marchés de l'électricité, adoptés dans deux rapports d'initiative du Parlement européen (en 2015 et en 2016).

Dans ce contexte, un conflit de compétences se profile entre l'Union et les États-nations: certains membres estiment toujours que les objectifs nationaux contraignants fixés par l'Union sont contraires à leur droit, garanti par la législation européenne, de déterminer librement leur propre bouquet énergétique et leur approvisionnement en énergie. Les taxes sur l'énergie ne sont pas harmonisées et une mise à jour de la directive de 2003 sur la taxation de l'énergie n'a pas (encore) été mise en œuvre.

Ce conflit de compétences empêche jusqu'à présent la réalisation d'un véritable «marché intérieur de l'énergie», même si les premières tentatives en ce sens remontent aux années 1990 et qu'un marché de l'énergie mieux intégré permettrait d'économiser 250 milliards d'euros jusqu'en 2030 (EPRS, mai 2020).

La directive relative aux réseaux transeuropéens d'énergie (RTE-E), adoptée en plénière en avril 2022,

constitue une étape vers la poursuite de l'intégration des marchés de l'énergie. L'amélioration des infrastructures met l'accent sur la sécurité de l'approvisionnement et les projets bénéficiant d'un soutien doivent accorder la priorité à l'efficacité énergétique et au caractère abordable.

Le commerce de l'énergie s'effectue à la fois à l'intérieur de l'Union (ce qui ne relève plus du commerce extérieur depuis l'Union et le marché intérieur) et avec les pays tiers. Les catastrophes naturelles, les pandémies, les pénuries de matériaux et les sanctions de toute nature pèsent sur les voies d'approvisionnement et, partant, sur la prévisibilité. Ces dernières années, les Européens ont trop souvent eu recours à un petit nombre de fournisseurs d'énergie, à des degrés divers d'un pays à l'autre. À titre d'exemple, en 2020, la part des importations allemandes de gaz en provenance de Russie était d'environ 55 %. La guerre presque à nos portes montre clairement que l'ampleur de la dépendance de l'Europe à l'égard des importations d'énergie ne peut être une voie stratégique appropriée. La diversification et l'autosuffisance ne sont pas une formule vide de sens. Ces deux paramètres, combinés à une infrastructure résiliente, sont indispensables si nous ne voulons pas mettre en péril notre prospérité.

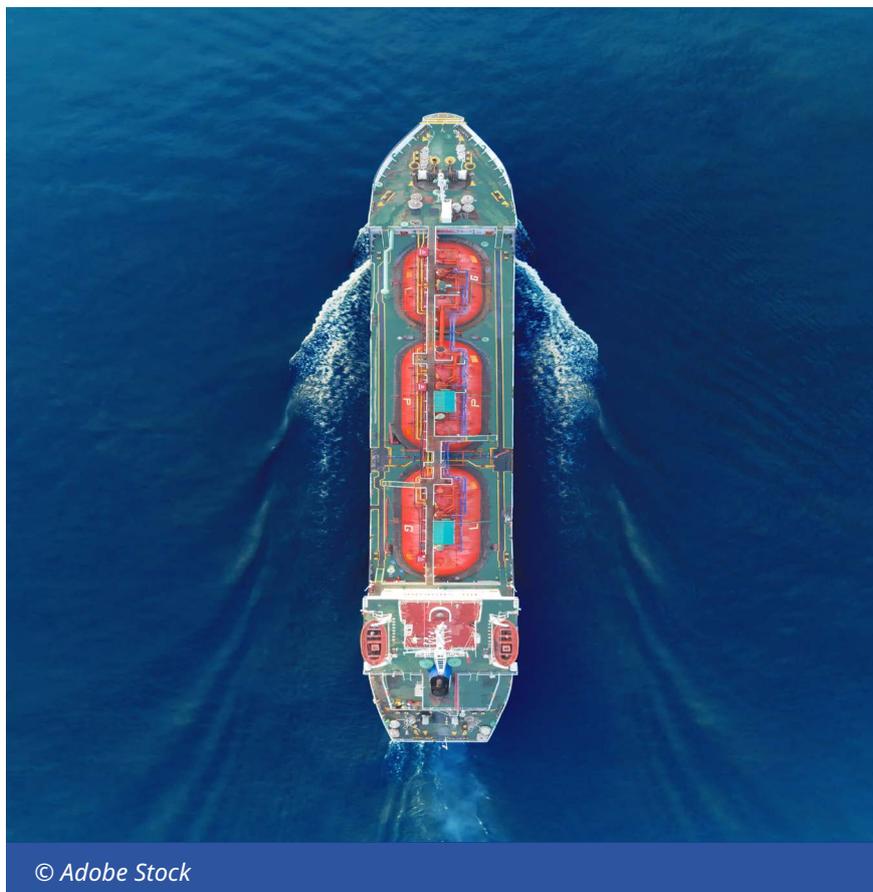
La production d'énergie dans l'Union diminue depuis des années, tandis que les importations augmentent sans cesse. En 2016, l'Union a couvert 53,6 % de ses besoins par des livraisons en provenance de pays tiers. Le principal fournisseur de pétrole brut et de produits pétroliers est la Russie (34,6 %), suivie par la Norvège (10,8 %). Le taux de dépendance est de 86,7 %.

Ces deux pays ont également fourni deux tiers des importations de gaz, ce qui correspond à un taux de dépendance de 70,4 % (en 2016). Le volume total des importations de toutes les sources d'énergie en provenance des pays qui ont succédé à l'URSS est environ neuf fois supérieur à celui en provenance d'Amérique du Nord. En revanche, le volume des exportations européennes est faible.

Comment pouvons-nous surmonter cette dépendance et nous rapprocher de l'autosuffisance? Les réponses sont théoriquement connues: accroître la production d'énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique, réduire la consommation d'énergie, encourager l'innovation dans les nouvelles sources d'énergie, le stockage et la mobilité porteuse d'avenir. La dépendance politique vis-à-vis d'un État est réduite par la diversification des fournisseurs et la position sur le marché s'accroît si l'on négocie en tant qu'Union et non en tant qu'État isolé. Il reste à déterminer si tout cela peut être réalisé dans la pratique et si les citoyens accepteront d'éventuelles restrictions.

“La dépendance politique vis-à-vis d'un État est réduite par la diversification des fournisseurs et la position sur le marché s'accroît si l'on négocie en tant qu'Union et non en tant qu'État isolé.”

Tant l'économie que les ménages ont toujours besoin de manière fiable, en hiver en plus grandes



© Adobe Stock

quantités qu'en été, de chauffage, d'électricité et de carburant, de la manière la moins polluante possible et la moins chère possible. La disponibilité d'une énergie bon marché est un facteur de compétitivité non négligeable pour l'industrie. À ne pas oublier: une politique énergétique unidimensionnelle n'a pas d'avenir! Les sources d'énergie renouvelables ont besoin d'un plus grand nombre de matériaux que les énergies conventionnelles, ce qui augmentera considérablement la demande de matières premières et créera ainsi de nouvelles dépendances.

La question initiale «à partir de quels pays et vers quels pays» est donc devenue beaucoup plus complexe. Pour y répondre dans l'intérêt de notre industrie

et de nos consommateurs, il convient de tenir compte non seulement de facteurs techniques et commerciaux, mais aussi de facteurs géopolitiques et environnementaux. Concrètement: la question de savoir si le gaz russe peut être remplacé par du pétrole du Qatar est une question de faisabilité, mais aussi une question morale, compte tenu de la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Le conflit en Ukraine nous oblige à repenser les principes de notre approvisionnement énergétique (et pas seulement). Nous sommes confrontés à un énorme défi, mais la situation de crise nous envoie également un signal fort: donnons forme avec courage à la transformation nécessaire!

ÉNERGIE ET SÉCURITÉ DES APPROVISIONNEMENTS

Par **María Teresa Estevan Bolea**

*PPE, Espagne
(1994-1999)*

mtestbol@outlook.com

L'énergie est essentielle au développement. Les besoins énergétiques vont croissant, en particulier la demande d'électricité, même si l'efficacité énergétique et les efforts pour économiser l'énergie augmentent. L'électricité ne peut être stockée, d'où la nécessité de disposer d'installations de production et de réseaux électriques en suffisance.

“L'électricité ne peut être stockée, d'où la nécessité de disposer d'installations de production et de réseaux électriques en suffisance.”

La politique énergétique de l'Union européenne repose essentiellement sur trois piliers: la sécurité d'approvisionnement; la compétitivité et la protection de l'environnement; Rappelons que la part du pétrole et du gaz se maintiendra — au grand minimum à 70 % de la production actuelle — jusqu'en 2050, et que la production au charbon subsistera en raison de son utilisation aux États-Unis, en Chine, au Japon, en Allemagne, en Pologne et dans de nombreux autres pays, où plus de 40 % de la production est fondée sur le charbon.

Il convient également de souligner que l'ensemble du secteur de l'énergie est soumis à des exigences du fait des mesures envisagées face à la menace du changement climatique.

Énergie électrique

Au sein du secteur; l'industrie électrique se démarque dans tous les domaines: la production, le transport, la distribution et la consommation, avec une forte influence des mesures économiques: le déploiement de technologies coûteuses et peu développées (comme le stockage pour les énergies renouvelables); les subventions; les impôts et taxes; les surtaxes et autres, qui entraînent des coûts très élevés pour la fourniture d'électricité.

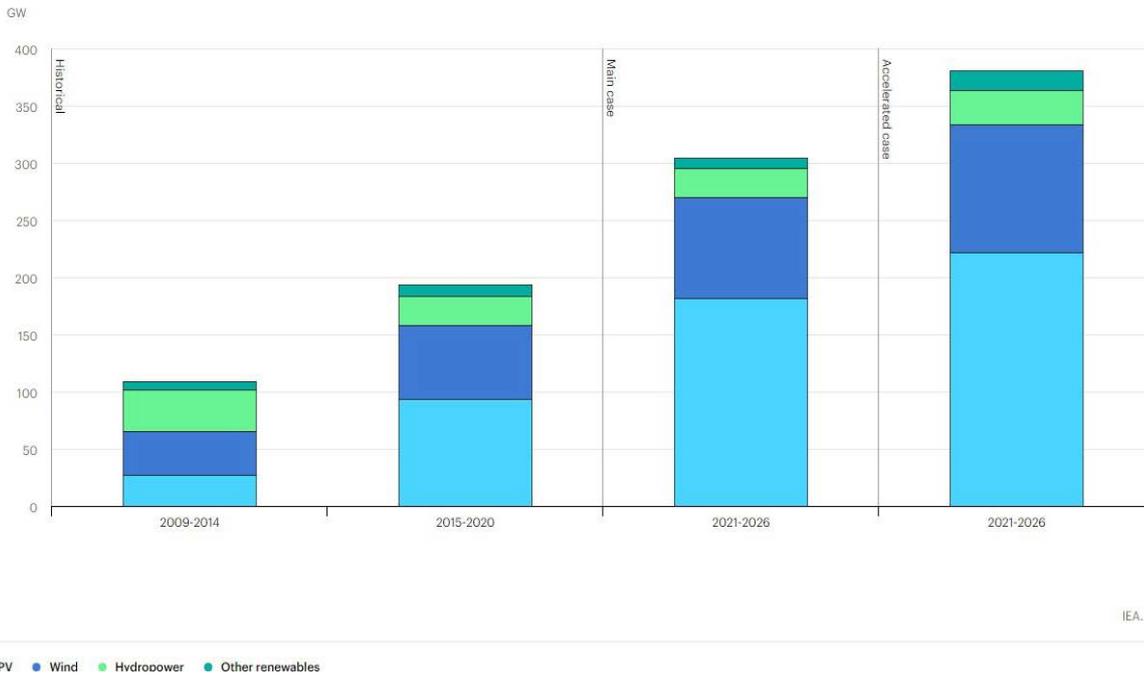
Parmi toutes les exigences que la société impose aux approvisionnements énergétiques, je me limiterai à parler de la sécurité des approvisionnements, qui est le facteur le plus important. Jusqu'il y a quelques années, la production s'effectuait au moyen d'alternateurs synchrones, la transformation par des grands transformateurs de puissance et le transport via des lignes à haute tension. Puis, l'électricité est transformée en basse tension pour être distribué aux utilisateurs finaux. L'ensemble du processus se déroule en courant alternatif.

Pour cela, il faut qu'un équilibre soit maintenu en permanence entre production et consommation.

L'électricité se comporte comme une onde. Nous fonctionnons avec des champs électromagnétiques.

On est là dans la physique et les mathématiques pures. Si l'on utilise des machines tournantes et des alternateurs, on génère des ondes sinusoïdales, en tenant compte de l'énergie active, utile et de l'énergie réactive ou magnétique nécessaire pour établir et maintenir les champs magnétiques alternatifs, sur lesquels repose le fonctionnement de l'alternateur.





Croissance de la capacité d'électricité renouvelable par technologie, cas principaux et accélérés, 2015-2020 et 2021-2026 © IEA, 2021

Les énergies renouvelables, à l'exception de l'hydroélectricité, produisent de l'électricité en courant continu qui, grâce à des onduleurs, est transformée en courant alternatif, mais le maintien du rapport puissance/fréquence dans les réseaux est difficile et le gestionnaire du système doit effectuer de nombreuses opérations de régulation — primaire, secondaire et tertiaire — et des ajustements de plus en plus complexes.

Réseaux d'électricité

Sur les réseaux ou lignes à haute tension, les aspects suivants sont essentiels:

- la qualité des ondes;
- la régulation fréquence-puissance;
- la garantie de la sécurité d'approvisionnement.

Une année compte 8 760 heures. Les installations renouvelables fonctionnent entre 1 800 et 2 500 heures/an. Parfois, si les conditions hydrauliques sont bonnes, on arrive à 3 000 heures/an. On estime qu'en 2050, on arrivera à 50 % d'énergies conventionnelles et 50 % d'énergies renouvelables, avec un pompage plus important pour éviter les pannes d'électricité.

“On estime qu'en 2050, on arrivera à 50 % d'énergies conventionnelles et 50 % d'énergies renouvelables, avec un pompage plus important pour éviter les pannes d'électricité.”

Il est très important de bien faire la distinction entre demande de puissance et demande d'énergie.

Sécurité des approvisionnements

Dans l'état actuel des choses, nos systèmes électriques sont complexes, avec de grandes difficultés de fonctionnement, notamment pour intégrer les énergies renouvelables. La sécurité des approvisionnements est donc l'aspect le plus crucial.

Un système dans lequel la production nucléaire, hydraulique ou au charbon est prédominante est pour ainsi dire stable.

En revanche, un système axé sur la production éolienne ou gazière à cycles combinés est nettement moins réactif aux perturbations et donc moins stable sur un plan structurel.

La marge de réserve de puissance ferme du système doit être d'au moins 10 %.

Coûts

L'énergie a un coût très élevé, notamment du fait qu'elle est soumise à 25 % d'impôts et à 25 % supplémentaires dus aux subventions pour les énergies renouvelables et d'autres surtaxes et aides. Les taxes et les subventions représentent 50 % du prix. En effet, aujourd'hui, le secteur de l'électricité est une activité financière à part entière. Nous ne pouvons pas continuer à pratiquer des prix qui sont excessifs pour l'industrie et les autres consommateurs.



European Parliament
**FORMER MEMBERS
ASSOCIATION**

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

Tél.: + 32(0)2 284 07 03
formermembers@europarl.europa.eu

Parlement européen - Bât. József Antall 02Q073
Rue Wiertz, B-1047 Bruxelles.

www.formermembers.eu

Suivez-nous

 @EuroparlFMA

 @Europarl_FMA